

LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

« Du siècle à venir sera celui du refus, ou il ne sera qu'espace carcéral. »

Louis Calaferte

N° 1566

du 1^{er} au 7 octobre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Bombardés chez eux matraqués ici

SONT PAS
DÉPAYSÉS
COMME ÇA !



M 02137 - 1566 - F: 2,00 €



DE
MO

Sommaire



La Poste, résistance! Par Philippe, page 5

Les **brèves** indiennes, page 6

L'Onu cause du **climat**, par J.-P. Terrerais, page 9

Le fret à la **SNCF**, par Julien, page 9

État grippal et État tout court, par L. Gallopavo, page 10

Les **météques** de l'honneur français, par M. Rajsfus, page 12

Lycée et enfermement, par F. Bon, page 14

Piano et **Proudhon**, par Dominic, page 14

Retour de **Russie**, par P. Pawin, page 15

Salut à **Daniel Barret** dit R. Spósito, page 17

Capitaine Superbe, par Paco, page 18

S'envoyer en l'air en hélico, par N. Potkine, page 19

Au sujet de **l'Encyclopédie anarchiste**, par N. Baudoin, page 20

Vie du mouvement, page 21

Programmes **Radio libertaire**, page 22

Agenda festif et militant, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Cette semaine encore une lancinante série de forfaitures et de titatas. La clique au pouvoir, main sur le cœur et yeux au firmament, déclare, non sans toupet, que La Poste ne sera jamais privatisée. La SNCF ne jure plus que par le fret après avoir méticuleusement démantelé son réseau de voies secondaires. La loi Hadopi passe aux forceps. Google pille sans vergogne le catalogue des bouquins du ci-devant La Martinière. qui se rebiffe, le vilain passéiste. Les patrons organisent la grippe A: Les malades seront remplacés par les bien-portants et silence dans les rangs. La guignolade Clearstream bat son plein. Les deux renards s'étripent pour la souprière, les juges cirent les pompes. Le G8, pardon G20, Everest accouchant d'une drosophile, éternue des recommandations dont toutes les banques se gobergent. Au Honduras les tueurs de la réaction mettent hors jeu le gouvernement légitime. En Europe, 78 millions de pauvres. Le chômage s'envole, les entreprises ferment, les syndicats s'écrasent, tout va bien: la croissance croasse et la crise est finie. L'inénarrable Luc Ferry (Radio-Paris-France-inter 24/09) éructe sans rire que « mettre sur le même plan l'échec du communisme et l'échec du capitalisme est proprement obscène ». Ce qui est obscène, c'est la « jungle calaisienne ». Safari? chasse? animaux? Une poignée d'êtres humains, afghans et mineurs pour la plupart, acteurs obligés d'un répugnant *soap-opera* gouvernementalo-médiatique: 500 cognes, une armada de pelles mécaniques et de bulldozers, plus de 200 « journalistes » convoqués. Tout un chacun a pu ainsi, vautre dans son fauteuil, se rincer l'œil à voir virer une poignée de pauvres hères de leur misérable bidonville. Devant tant de voyeurisme, c'est difficile de ne pas penser aux jeux du cirque romains et à l'étripage – en toute hémoglobine – des prisonniers et des esclaves; éni-vrante odeur de peur, de merde, de sang et d'urine. Difficile, de ne pas évoquer le supplice de Damien, charcuté durant toute une journée, finalement écartelé par quatre chevaux en place de Grèves. Toutes les fenêtres autour étaient loués à prix d'or, nous rapporte Casanova dans ses *Mémoires*, pour faire bander-mouiller les petits marquis et les petites marquises qui se faisaient trousseur, tellement émoustillés de l'abominable spectacle. Difficile aussi de ne pas évoquer les rafles pétainistes des juifs, des communistes ou des tziganes et le silence assourdissant tout autour. Abominable et perverse l'indifférence des « honnêtes gens » devant de telles félonies. Obscène et cynique, qu'un Occident, capable de banaliser ainsi son sadisme et sa lâcheté, se paye encore le luxe de faire la morale. À gerber.

Calais

Des fauves racistes persécutent leurs proies humaines



Sami Chemin

CEUX QUI DANSENT la Valls du pouvoir finissent toujours par choir dans le puisard. Tel est le cas de Éric Besson, présentement ministre des expulsions et de l'insanité nationale. Voulait-il en foutre plein les mirettes à tous ceux qui, comme lui, ont la hyène des étrangers? Quoi qu'il en soit, après sa wagnérienne opération du 22 septembre à Calais, il aura bien flatté leurs pulsions de chacals.

Le soir même, un vieil outlaw de la Fédération anarchiste faisait part de son sentiment à ses compagnons. Selon lui, même pas dix jours après, le rouleau compresseur des médias qui mentent aura complètement aplati jusqu'au moindre souvenir de cette funeste journée. Il est fort possible, voire probable que notre renard argenté (quoique souvent fauché), auteur de cette prédiction, dise vrai. Mais les fidèles lecteurs du *Monde libertaire* (a minima!) méritent bien que leur hebdomadaire favori se penche avec attention sur le dernier « exploit », et les menteries qui vont avec, du condottiere Éric Besson, ce sera le meilleur stimulus pour maintenir vivante leur mémoire.

Bref rappel des faits. Premier jour de l'automne 2009 dans l'hiver permanent des migrants sans papiers. Le bleu de la nuit se dissipe, place aux bleus mandatés pour accomplir le noir dessein de Besson: écri-

bouiller l'improbable lieu de vie des clandestins de Calais et en rafler le maximum par la même occasion. Un chœur de cinquante trolls casqués écume les bois, la bave aux lèvres, tout à son excitation de traquer le gibier humain pris dans la nasse. Juste après eux, de « braves gens » jouent de la tronçonneuse pour couper les arbres au milieu desquels nichent des « oiseaux » rigoureusement identiques à nous-mêmes. Enfin, en conclusion de ce mauvais opéra, les grosses caisses des bulldozers scandent l'air du *Crépuscule des lieux*. Eric von Karabesson, l'homme qui conduit d'une main de fer l'orchestre sadico-symphonique des expulsions, affiche une trogne d'où suinte une visqueuse poix de satisfaction. Eh oui, le montant de la recette du jour le comble, vu que 276 étrangers en « situation irrégulière » ont été interpellés, dont 135 mineurs. Oyez le verbatim de ce vénérable personnage: « Il n'y a eu aucune brutalité envers les migrants [...] Ce que nous avons démantelé, c'est la base arrière de passeurs, de tous les trafics dans le Calais. » Au sujet de sa première assertion, sans doute évoquait-il son seul cas personnel, si l'on songe que sa migration du PS pour rejoindre les écuries d'Augias du gouvernement ne lui a valu aucun coup de tonfa sur le crâne. Quant à la seconde, la remémora-

tion de l'épisode « Sangatte 2002 » aurait du l'inciter à fermer son clapet. Retour en arrière. En 2002, un certain N. S., alors ministre de l'Intérieur, avait fanfaronné : « La fermeture du camp de Sangatte réglera définitivement le problème des exilés. » Or la situation actuelle est strictement identique à celle qui prévalait du temps où le locataire actuel de l'Élysée cherchait (déjà) à séduire l'électorat du Front national en désignant à leur vindicte les étrangers (rajoutez « sans papiers » si vous le désirez, mais n'oubliez pas que c'est loin d'être une règle invariable). En vérité, d'autres camps de fortune se créeront inmanquablement ici ou là... tant que l'Angleterre aimera leurs espoirs et/ou que la France continuera à se torcher avec l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, article qui stipule, en belles lettres: « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. » Mais convenons ensemble que, d'ici à ce que le « pays des droits de l'Homme et du citoyen » ne s'essuie plus le fondement avec ce texte, bien des chaloupes surchargées de migrants fuyant: leur pays en guerre, les persécutions dont ils sont victimes ou tout simplement la misère découlant bien souvent du pillage de leurs régions par les puissances riches, auront chaviré. Dans les discours officiels, moult représentants de Marianne se rengorgent comme des pigeons en excipant de la longue tradition d'hospitalité de la France. Examinons soigneusement ce que cache le pif de ces Pinocchio tricolores. En France, la part d'acceptation des demandes d'asile dit « conventionnel » est passée de 80 % en 1991 à 20 % en 1999 et à moins de 10 % en 2007. Toujours au pays de la baguette, il y avait, en 2007, 130 000 personnes réfugiées, soit 0,25 % de la population française. Une affligeante formule postulait que « la France ne peut pas accueillir toute la misère du

monde », cette fausse évidence contribue à alimenter le mensonge suivant: « Il y a de plus en plus d'étrangers en France. » Or le dernier recensement de la population en 2005 rapportait la présence de 3 501 000 personnes étrangères en France (personnes nées à l'étranger et personnes étrangères nées en France). En 1982, ils étaient 3 520 668. Faisons un sort également à une autre contre-vérité: une régularisation des sans-papiers provoquerait un « appel d'air » et de nouvelles vagues d'immigration. En Espagne, en Italie, au Portugal et en Grèce, des centaines de milliers d'étrangers ont été régularisés sans que des vagues d'immigrants submergent ces pays pourtant en « première ligne ». Notons par ailleurs que depuis 2002, selon les calculs de l'OCDE, « la moitié de la croissance du PIB (en Espagne) peut être directement attribuée à l'immigration, du fait de son impact positif sur la population, l'emploi et le revenu par habitant » (chiffres et citations puisés dans la Chronique, mensuel d'Amnesty international, du mois de janvier 2009).

Émirs des pays pétroliers, maffieux russes, satrapes à la peau d'ébène spécialisés dans le pillage de vos pays, escrocs de haut vol sans frontières, affameurs des peuples... réjouissez-vous. Avec ou sans papiers en règle, vous n'êtes pas des parasites et encore moins des étrangers. Vous êtes des « investisseurs », des « créateurs de richesse », vous ferez toujours l'objet d'attentions empressées et serviles de la part de la France (surtout n'oubliez pas de prononcer le mot France avec des trémolos dans la voix).

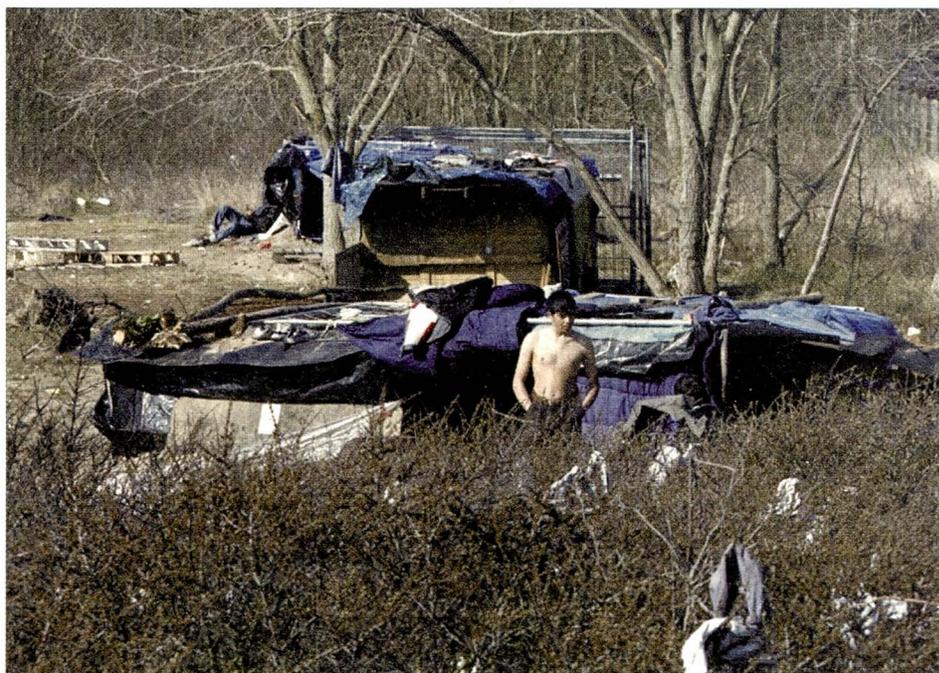
Tout cela vous donne envie de cracher à la gueule de tous les salopards qui perpétuent un monde aussi inique tout en projetant leurs glaviots sur nos têtes? C'est bien, cela montre que votre colère croît. Or, de la colère à l'action, la marge est ténue. Vous salivez d'avance à cette idée? Tant mieux car, franchement, c'est vraiment pas le moment de Calais. S.C.

Errata

Par souci de facilité de lecture (pensions-nous), de nombreux espaces ont été supprimés dans le texte de Roger Dadoun « Manifeste pour une vieillesse libertaire », publié dans le n° 1564. Roger s'en est plaint auprès de la rédaction, qui lui demande de bien vouloir lui pardonner.

Toujours dans le registre des plates excuses, la rédaction regrette de ne pas avoir apporté assez d'attention à la correction de l'édito du n° 1565.

La rédaction



La Poste

chronique d'une mort annoncée



LE 23 SEPTEMBRE 2008, nous étions déjà dans la rue pour dire non au projet de privatisation de Bailly-Sarko sorti « subrepticement » pendant l'été 2008. Cette journée de grève avait marqué les esprits par son caractère exceptionnellement massif (50 % de grévistes, alors que les journées de grève confédérales sont suivies par à peine 30 % des agents). Malheureusement elle n'aura en aucune manière fait reculer le gouvernement et la direction de La Poste dans leur volonté d'exécuter ce projet funeste pour le service public. Les aléas économiques n'ont fait que reporter, de quelques mois, sa mise en œuvre.

La grève du 22 septembre 2009 de La Poste, à l'aube du passage devant les « parlementaires », a été suivie par près de 40 % des salariés, une mobilisation certes en diminution mais toujours assez forte « historiquement » parlant. Elle dénote tout du moins pour une bonne partie du personnel d'une volonté de refuser la transformation de La Poste en SA et l'ouverture du capital, qui ne manqueront pas de précéder la privatisation à court terme de l'opérateur public postal.

Un projet mûrement préparé

C'est l'Acte unique européen adopté en 1986, sous la présidence de Mitterrand avec Fabius comme Premier ministre, qui engagea la libéralisation des services postaux, comme le rappelait le *Canard enchaîné* du 23 septembre. Et tous les gouvernements qui ont suivi, et ce quelle que soit leur couleur politique, ont contribué à la sape du service public postal.

Les personnels déjà présents au début des années quatre-vingt-dix au moment du changement de statut des PTT (sous Quilès) transformant La Poste et France Télécom en établissement public à intérêt commercial avaient bien raison de se méfier, mettant en doute la parole de l'État (de droite comme de

gauche) sur sa volonté réelle de vouloir conserver un service public des Postes et Télécommunications réellement accessible à tous les usagers, sans considération de situation sociale ou de lieu de résidence. Malgré des imperfections dues à la lourdeur bureaucratique des sociétés gérées par l'État, le service rendu au public était de qualité, souvent grâce à l'implication permanente des agents à la base (système D).

Depuis ces années-là, les changements de statut de La Poste ont été nombreux, entraînant à chaque fois des bouleversements organisationnels dont les agents ont eu à subir les frais: suppressions d'emplois (plus de 40 000 depuis 1990), flexibilité et précarité accrues, pression permanente (gestion par le stress et management à la « marche ou crève »), et ce avec une qualité de service qui baissait pour l'individu lambda, seule l'entreprise, élevée au rang de véritable Veau d'or, obtint grâce aux yeux des dirigeants. Bien entendu, dans le même temps, la qualité des emplois (et donc des salaires) était revue à la baisse (bien loin est le dernier concours de fonctionnaire) et La Poste se moquait du droit du travail comme de l'an mil (voir les nombreux jugements où elle fut prise en défaut).

Malheureusement, comme à France Télécom, la réponse des salariés à ces multiples attaques contre le service public et ses agents fut trop souvent de faible ampleur et ils se montraient trop souvent repliés sur des réflexes individualistes de sauver sa peau. Et les organisations syndicales ont souvent fait le dos rond, accompagnant ainsi les changements orchestrés espérant attraper au passage quelques miettes de respectabilité intéressée.

Il est à craindre que, si nous n'arrivons pas à leur faire abandonner ce projet de privatisation, le personnel de La Poste n'ait à subir les mêmes conséquences que le personnel de

France Télécom, avec les drames que l'on connaît: mobilité forcée, management par le stress encore exacerbé, suppression d'emplois en masse, voire même licenciement de salariés comme de fonctionnaires puisque les derniers textes législatifs votés le permettent.

À qui revient le droit de gérer le service public?

Le service public, pour être vraiment égalitaire et efficace, devrait être géré par les personnes qui en sont bénéficiaires (ce qui serait normal puisque ce sont elles qui auront défini les besoins à satisfaire par ce service public), ainsi que par ses employés (normal aussi, puisqu'ils ont les compétences nécessaires pour le faire fonctionner). En tout cas, il n'appartient ni à la nation (notion abstraite sans réalité réelle mis à part ce qu'elle nous fait payer de diverse manière en son nom), ni à l'État (entité chargée de maintenir la cohésion sociale au profit des plus puissants, au besoin à coups de matraque) de gérer un bien utile à tous, ni à la classe des nantis, qui ne rêvent que d'accroître leurs richesses, déjà considérables.

Une riposte à la mesure de l'attaque

Il n'est plus place désormais ni à l'atavisme ni aux manœuvres obscures. La réponse doit être massive et réunir ensemble les usagers et les salariés afin de faire reculer les rapaces qui nous gouvernent! Et cela ne peut se réduire à une nouvelle journée d'action suivie d'une consultation nationale. Le passé récent nous rappelle amplement que le capitalisme et l'État n'ont cure de telles manifestations. La démonstration en est éclatante avec l'exemple du CPE: seule la lutte paie et peut empêcher ces sinistres projets d'aboutir.

Philippe

Postier affranchi

Groupe La Sociale de Rennes

G20 sous haute surveillance

Plusieurs milliers de policiers ont été déployés pendant le sommet. Les autorités avaient même prévu de la place dans les prisons de la région. Quatorze manifestants, pour la plupart militants de Greenpeace, ont été arrêtés pour avoir tenté de déployer sur un des nombreux ponts de la ville d'immenses banderoles de protestation.

Pendant ce temps, les culs de la bourgeoisie twistent !

Toujours au G20, Sarkozy a invité 4 000 personnes à New York pour une facture de 400 000 euros. Quand on aime on ne compte pas !

Taxer les plus démunis

Le ministre du travail Xavier Darcos s'est dit favorable à la fiscalisation des indemnités en cas d'accidents du travail. Une énième taxe qui pénaliserait les ménages les plus pauvres !

Chômage : derniers chiffres

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant une activité réduite (catégorie B) a augmenté de 32 200. Au total, 3,9 millions de personnes étaient inscrites à Pôle Emploi fin août 2009.

Fliqués dès le berceau

La mesure autorisant la fouille des sacs des élèves n'a pas été retenue dans le « plan de sécurisation de l'école » présenté par les ministres de l'Éducation et de l'Intérieur. Mais portiques et vidéosurveillance restent de mise... Vive l'école buissonnière !

Fuck yourself !

Le syndicat Synergie Officiers a saisi le cabinet du ministre de l'Intérieur du cas d'un gendarme accusé d'avoir arboré un T-shirt portant la mention « fuck la police » au commissariat de police de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Selon le syndicat : « Ce comportement n'est pas admissible et nous attendons que l'on explique à cet officier qu'il a commis une faute ».

Sans paps

À Calais, des militants altermondialistes No borders ont réclamé « l'arrêt immédiat de la persécution des migrants ». Ils ont été délogés dans le calme, une quinzaine de minutes après le début de l'occupation.

École laïque en danger

Le 28 septembre 2009, l'Assemblée Nationale va délibérer sur un projet de loi « Carle » qui constitue un pas nouveau dans la destruction du service public de l'enseignement et constitue une menace pour l'existence des écoles des communes rurales et une fuite discriminatoire de la banlieue vers la ville. Certains disent que « Nanterre paiera pour Neuilly ». Selon le CDPEPP : « Cette loi, en substituant au rapport école commune, né des lois Ferry, une relation usager commune, sur fond libéral, est un nouveau pas vers la privatisation de l'école laïque par l'immixtion du chèque éducation ».

Comment mettre le feu aux poudres ?

Le chef du Parti néerlandais pour la liberté, le populiste Geert Wilders, propose, lors du vote du budget, la création d'un nouvel « impôt sur le voile ». Cette « taxe sur les chiffons sur la tête », selon l'expression du député controversé, connu pour ses idées islamophobes, serait de 1 000 euros par an.

OGM = danger !

Le parquet a frappé fort. Une peine de huit mois de prison ferme et de quatre ans de privation des droits civiques a été requise à l'encontre du député européen José Bové, jugé hier mercredi en appel avec onze autres faucheurs volontaires à Bordeaux, ont annoncé ce jeudi ses avocats.

Homophobie en Italie

L'Italie envisage de durcir la répression contre les violences homophobes. Les agressions contre les homosexuels se succèdent dans la Péninsule. Sur les neuf premiers mois de 2009, elles auraient provoqué la mort de huit personnes, selon une association gay.

Kiosquiers ou banquiers ?

Relay France snc, filiale du groupe Lagardère, vient d'annoncer la naissance d'un partenariat avec Western Union visant à transformer les kiosques de presse Relay des zones de transports publics en offices de dépôt et de transfert de fonds bancaires. En dehors même de toute annonce d'amélioration conjointe des contrats de travail des vendeurs Relay, désormais agents bancaires, le groupe Lagardère n'annonce aucune disposition particulière concernant la protection de l'intégrité physique des personnels des points de vente soumis de force à ce nouveau diktat. La Coordination Nationale des Caissiers-Vendeurs Relay-Relais H et le Syndicat du Commerce SCIAL-RP-CNT ne peuvent que s'étonner dans ce contexte de l'inertie des pouvoirs publics face à cette annonce et attendent de la direction du groupe Lagardère, propriétaire du groupe Relay, l'annulation de cette décision scandaleuse imposée aux personnels des points de vente.

Mort de la Médecine du Travail

Le Medef veut proposer aux syndicats une remise en cause de la médecine du travail. Le médecin du travail serait remplacé par des Services de Santé au Travail avec des infirmiers, des médecins de ville non formés, et où l'employeur aurait 2/3 des sièges et serait majoritaire. La notion de santé et de risques pour le salarié disparaîtrait pour une aptitude définie par l'absence de contre indication physique ou psychique au poste de travail à l'embauche, sans question sur le poste de travail proposé. La visite médicale serait ensuite tous les 4 ans et serait facultative. En cas d'arrêt de plus de 45 jours, une visite aurait lieu, sous le contrôle de l'employeur, soit disant pour prévenir une désinsertion professionnelle. Le médecin ne pourrait plus préconiser des aménagements de poste de travail en fonction de l'état de santé du salarié, mais aussi des risques sanitaires dus aux conditions de travail. La médecine du travail ne serait plus un outil de prévention sanitaire mais un mode de sélection et d'éviction des salariés.

Pavé d'anar



Contre le réchauffement climatique, brassons de l'air

À L'ATTENTION DE QUELQUES sceptiques, d'abord la réalité : il va devenir de plus en plus acrobatique de la nier. Malgré toutes les incertitudes, les imprécisions, les hypothèses hasardeuses, les divergences entre historiens et climatologues, des faits sont observables : selon le rapport du Giec¹ 2007, onze des douze dernières années (1995-2006) figurent au palmarès des douze années les plus chaudes depuis que l'on dispose d'enregistrements de la température de surface (1850), le permafrost (sol perpétuellement gelé des régions arctiques) fond déjà en Alaska et en Sibérie (occasionnant de nombreux dégâts : effondrement d'habitations, détérioration de routes...), la banquise arctique a perdu en moyenne 37 000 km² par an, les glaciers connaissent un recul généralisé, le niveau des océans s'élève.

Plus encore, les phénomènes en cours risquent fort de s'accélérer à moyen terme, certains seuils seront sans doute franchis définitivement : détérioration irréversible des récifs coralliens, disparition de nombreuses espèces, cyclones, ouragans, typhons de plus en plus violents, multiplication des situations extrêmes (sécheresses plus sévères et plus longues, augmentation de la fréquence des fortes précipitations), déplacements importants de populations (50 % de la population mondiale vivent dans les zones côtières, et sont donc menacés par l'élévation du niveau des océans), perturbation des systèmes agricoles (baisse des récoltes, menaces sur la sécurité alimentaire), risques sanitaires (paludisme...). Et, bien entendu, les plus touchés seront les populations les plus vulnérables, les classes les plus défavorisées. Il conviendrait d'éviter d'atteindre le point de non-retour ! Si le pire n'est pas sûr, il importe de l'envisager.

Un mode de vie prédateur

Il ne s'agit pas de sombrer dans le catastrophisme, dans quelque fiction apocalyptique (d'ailleurs, l'entrée proche dans l'ère du pétrole rare et cher pourrait contribuer à ralentir ces dérèglements). Il ne s'agit pas non

plus de nier la variabilité naturelle du climat, les causes astronomiques, le volcanisme, les variations de l'activité solaire. Mais il ne faut pas non plus prendre tous nos semblables pour des imbéciles : l'activité humaine contribue très largement à cette dérive. L'ère industrielle se caractérise par la combustion massive et progressive des matières fossiles carbonées (pétrole, charbon et gaz) : depuis le début de la révolution industrielle, la quantité de CO² dans l'air s'est envolée, pour atteindre 385 ppm² en 2007 et celle du méthane 1 800 ppbv³.

Les conséquences de nos actes tendent à nous échapper car elles se situent à une autre échelle. Aussi imprécise que soit la notion d'empreinte écologique, il est incontestable que le mode de vie que les pays « riches » ont adopté n'est pas compatible avec les ressources de la planète : si tous les habitants de cette planète voulaient adopter le mode de vie occidental, les ressources n'y suffiraient pas. Nous hypothéquons dramatiquement l'avenir des générations futures. Chauffage, transports, industries, urbanisation, engrais azotés, lisiers, élevage intensif, destruction des forêts tropicales... Le capitalisme industriel a largement contribué, non seulement au dérèglement climatique, mais à la perte de biodiversité, à l'accumulation des déchets, à la pollution des différents milieux, à l'épuisement des ressources non renouvelables, à la surexploitation des sols, c'est-à-dire à la dégradation des conditions de vie sur Terre.

La survie du capitalisme comme seul objectif

Qu'ont fait les classes dirigeantes depuis l'apparition des problèmes écologiques ? Pendant quarante ans, les élites de toutes obédiences sont restées sourdes aux avertissements, méprisant les lanceurs d'alerte, tournant en dérision les militants de la première heure, ces « sympathiques idiots », recourant massivement au mensonge et à la désinformation (voir les marées noires, les nitrates ou le nuage

de Tchernobyl). La croissance allait bon train, le PIB battait des records : on n'allait pas perdre un temps précieux sur l'insignifiance de dégâts collatéraux!

Pourtant, dès les années 1970, certains, dont Robert Heilbroner, économiste libéral nord-américain, évoquaient le réchauffement climatique. La deuxième conférence mondiale sur le climat tenue à Genève en octobre 1990 affirmait clairement que le réchauffement de la Terre était inéluctable et qu'il fallait s'attendre, à moyenne échéance, à un réchauffement général significatif et rapide. On n'insistera jamais assez sur l'immense responsabilité de ceux qui ont conduit avec acharnement les politiques les plus destructrices en matière d'environnement. Ceux qui, construisant les Trente Glorieuses, n'ont cessé de susciter l'envie, d'exciter le désir de marchandises, de multiplier les objets non réparables, le suremballage, le jetable. Ceux qui ont encouragé les outrances, les excès, le gigantisme et la surenchère. Ceux qui ont érigé l'acte de consommer en devoir civique. Ceux qui ont urbanisé à foison, bétonné le littoral, empoisonné les sols, enrésiné les forêts, asséché les nappes phréatiques.

S'il pouvait s'agir d'inconscience, d'ignorance ou d'incompétence pour certains politiciens, d'autres ne manquaient pas de lucidité (rappelons-nous Sicco Mansholt, ancien dirigeant européen dans les années 1970 : « Pour que l'humanité survive, il faut que le capitalisme meure. ») Quoi qu'il en soit, aucun homme ni aucune femme politique n'arrêtera la dynamique capitaliste. C'est bien pourquoi la panique s'empare aujourd'hui des élus de tous bords. Les gouvernements peuvent bien discourir, les experts peuvent bien pérorer, les milieux d'affaires continueront à maximiser les profits parce qu'ils n'ont aucun autre choix que celui de s'agrandir ou de disparaître.

Il ne reste donc plus que la poudre aux yeux. Aveuglés par la rationalité technico-économique, nos pitoyables élus se trouvent ainsi réduits à réciter des litanies de vœux pieux, à multiplier les rencontres officielles, les « sommets », les grands-messes et les effets d'annonce, dont le seul but est de rassurer – d'anesthésier – l'opinion publique. Ils n'ont, de toute manière, aucune influence sur l'évolution du climat; les processus sont en cours, et pour de nombreuses années; l'emballage est probablement programmé.

C'est dans ce contexte que se tiendront le sommet au siège des Nations unies et celui du G20, à Pittsburg, à moins de trois mois du rendez-vous de Copenhague où doit être adopté un nouveau traité sur la lutte contre les changements climatiques en remplacement du protocole de Kyoto, qui expire fin 2012. Officiellement, il s'agit de « mobiliser les

volontés politiques au plus haut niveau », de « donner un nouvel élan aux négociations ». Dans la réalité, les faits seront moins glorieux, nos oligarchies ne parvenant pas à s'entendre. Les pays émergents craignent que les propositions ne brident leur croissance économique. Les pays pauvres ne veulent pas se laisser imposer un fardeau dont ils ne se sentent pas responsables. Considérant que tous ces pays seront à l'origine de la quasi-totalité de l'augmentation des émissions mondiales de gaz carbonique dans les décennies à venir, les pays riches rechignent à apporter leur aide (cent milliards de dollars par an pourraient être nécessaires d'ici à



quelques années). Le résultat est prévisible : alors que l'ONU n'a pas les moyens d'imposer quoi que ce soit, alors que le mode de vie nord-américain n'est toujours pas négociable, les participants reconnaissent eux-mêmes que les négociations seront « incroyablement complexes » et qu'il y a un « danger réel d'échec » en décembre à Copenhague. On espère cependant que pour les convives les agapes auront été à souhait.

Au fiasco de Kyoto succédera la débandade de Copenhague, parce que le capitalisme ira jusqu'au bout de sa logique, utilisera toutes les ressources matérielles et intellectuelles dont il dispose pour se perpétuer. Menacé dans ses fondements, ce système poursuivra ses manœuvres de récupération de la « problématique » écologique : arsenal de mesures techniques et financières qui ne remettent rien en

cause (taxe carbone, voiture électrique, relance du nucléaire...), culpabilisation des individus à travers l'imposture du développement durable, tendant à faire croire que l'écologie est compatible avec la croissance et les exigences du marché. C'est-à-dire la sauvegarde de l'idéologie dominante, la fuite en avant dans un capitalisme vert, dont le Grenelle de l'environnement n'aura été qu'un épisode.

Demeure une lancinante réalité : la planète n'a pas les moyens de supporter 9 milliards d'individus (vers 2050) avec le mode de vie nord-américain. Même s'il a toujours su faire preuve d'une étonnante souplesse d'adaptation, le capitalisme ne déjouera pas les lois de l'entropie; après avoir saturé tout l'espace disponible, il n'a pas non plus de planète de rechange. « Oubliant », dans l'effervescence des opérations boursières et l'exacerbation de l'individualisme consumériste, la dépendance cosmique de l'homme, il ne pourra que perpétrer un crime silencieux, parce que différé.

Vers une révolution sociale, écologique et libertaire

La seule perspective d'émancipation humaine et de « sauvetage » de la planète, le capitalisme ne peut pas la mettre en œuvre puisqu'elle lui serait fatale, c'est une décroissance, mais ni celle des républicains ni celle de la droite extrême, ni la résurgence d'un prétendu État de droit qui serait capable de préserver les ressources et de restaurer les écosystèmes par des mesures draconiennes (on sait à l'égard de qui), ni un retour pétainiste à la terre, un attachement aux « racines » ou l'essor d'une « biorégion ».

L'autogestion, la gestion directe, s'annoncent comme les voies les plus prometteuses dans la préservation de l'environnement en général, et dans la relocalisation de l'économie en particulier. Quel est, par exemple, l'intérêt de centraliser les énergies renouvelables, qui sont, par définition, disséminées sur différents territoires, sinon le contrôle social et le profit? Pour y parvenir, il faudra vaincre un obstacle de taille : la coalition entre l'État et le capitalisme. Un autre monde est encore possible (pour combien de temps?), mais on ne le construira ni avec des stratégies politiciennes, ni avec des manœuvres électorales, ni avec des manifestations-lâcher de ballons, ni même avec des grèves-folklore de vingt-quatre heures.

I.-P. T.

1. Giec : groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (IPCC en anglais).

2. Ppm : partie par million, soit un millionième d'une quantité.

3. Ppbv : partie par milliard en volume, soit un milliardième.

Saboter le service public du fret ferroviaire pour mieux le privatiser

LE GOUVERNEMENT et la direction de la SNCF viennent de dévoiler un énième « plan fret », annoncé comme étant celui de la dernière chance. De la chance, il en faudra beaucoup au fret ferroviaire pour rester debout tant depuis une dizaine d'années les multiples « plans de relance » qui se sont succédé ont cherché et réussi à lui briser les jambes au grand profit du transport routier et des sociétés ferroviaires privées.

Les plans de développement du fret ferroviaire sont parvenus à faire baisser d'environ 50 % le trafic fret de la SNCF (de 55,4 Gtk en 2000 à une prévision de 27,5 Gtk en 2009, 10 % étant récupéré par les entreprises privées de chemins fer et 40 % basculant à la route), le tout en moins de dix ans (cf. tableau).

Le dernier plan en date, concocté par le gouvernement, via son ministre de l'Environnement Jean-Louis Borloo et le patron de Fret SNCF Pierre Blayau (PDG de Geodis et ex-liquidateur de Moulinex, cf. *Monde libertaire* n° 1519 du 5 juin 2008), parachève l'œuvre de sabotage du service public de fret ferroviaire :

- suppression de plus de 60 % du trafic de wagon isolé (par opposition au train entier) ;
- fermeture des derniers triages et de plusieurs dépôts ;
- de 6 000 à 8 000 suppressions de postes de cheminots à Fret SNCF, sans compter les conséquences sur l'activité et l'emploi dans les autres filières ;
- éclatement de la branche fret de la SNCF en une multitude de filiales de droit privé, appelées Frégate ; les deux premières constituées regrouperont le transport combiné (conteneurs) et les produits agricoles ; les deux autres, charbon-acier-chimie et automobile, suivront.

L'ensemble de ces filiales regroupera à moyen terme la totalité du trafic de la SNCF, qui, en tant qu'établissement public industriel et commercial (Epic), n'aura plus d'activité fret, tout ayant été transféré au sein du groupe SNCF, groupe de près de 400 sociétés et par ailleurs premier affréteur routier en France. Bien entendu, les cheminots ayant vu leurs postes supprimés et se voyant contraints d'ac-



L'avenir du fret : VFLI, une filiale de transport ferroviaire de la SNCF achemine ses wagons entre Cergy et Nevers et visiblement ça coince !

cepter d'être détachés dans ces filiales de droit privé et de capital SNCF (pour le moment) devront abandonner leurs conditions de travail régies par le RH077 pour se voir imposer le Code du travail et la convention collective de la branche ferroviaire. C'est le retour du « volontariat », cette fois-ci imposé, contre lequel les cheminots s'étaient battus avec succès en novembre de l'année dernière.

La SNCF propose même à ses cadres en sursuffectif dans les structures du fret de créer des entreprises ferroviaires locales privées, étant même prête à leur donner une mise de départ et à leur garantir une possibilité de retour dans l'entreprise en cas d'échec.

Dans le cadre de ce grand chambardement, la direction de la SNCF a déjà tout planifié ; même l'embauche, à soixante-trois ans, d'un « monsieur restructuration » spécialisé dans les restructurations industrielles. Un « monsieur restructuration », ancien permanent CFDT. C'est la suite du projet « Destination 2012 » de doublement du chiffre d'affaires de la SNCF, dont le chargé de mission était un ancien permanent CGT.

Manifestement, la direction SNCF aime bien les militants syndicaux, surtout quand ils ne sont plus militants, surtout quand ils ne sont plus syndicalistes, et qu'ils acceptent de travailler à la mise en œuvre des directives patronales et gouvernementales ! Et c'est dans ce contexte qu'est proposé aux organisations syndicales un accord pour améliorer la rémunération et le déroulement de carrière des permanents syndicaux !

Dans ce contexte, la mobilisation unitaire des cheminots et de leurs fédérations syndicales est aujourd'hui difficile, le 22 septembre, à l'occasion de la présentation du plan fret devant le comité central d'entreprise de la SNCF, seule SUD Rail était présente et avait appelé à la grève et à un rassemblement devant le siège regroupant plus de 300 cheminots avant de rejoindre la manifestation des postiers en grève contre la privatisation annoncée de La Poste.

Les travailleurs des services publics menacés de privatisation et de filialisation ne doivent pas se trouver isolés dans leurs luttes. À l'image des salariés de Continental, Goodyear, Ford... il est nécessaire de se rassembler et d'œuvrer à la convergence des luttes en développant des solidarités et des nouvelles formes d'organisation et de lutte échappant aux contrôles des bureaucraties syndicales.

La réappropriation des services publics et des entreprises par les salariés et les usagers et leur gestion sur des bases égalitaires et libertaires constituent une proposition que les anarchistes s'emploient partout à populariser et à construire.

Julien

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

2000	55,4 Gtk* SNCF seule	Plan Gayssot (doublement du trafic en 10 ans)
2003	48,1 Gtk SNCF + EFP**	Plan Véron (2003-2006, 7000 postes au fret supprimés)
2006	40,7 Gtk SNCF + EFP	
2007	43 Gtk SNCF + EFP	Plan Marembaud (fermeture de 300 gares au trafic fret, 5000 postes supprimés)
2008	40,6 Gtk SNCF + EFP	
2009 (prévision)	30,8 (27,5 Gtk pour la SNCF et 3,3 Gtk pour les EFP)	Plan Blayau-Borloo

* Gtk ou milliard de tonnes-kilomètres: unité de mesure du trafic de marchandises, 1000 tonnes-kilomètre équivalant à 1000 tonnes transportées sur 1 kilomètre ou 1 tonne sur 1000 kilomètres ou encore 10 tonnes sur 100 kilomètres.
** EFP ou Entreprises Privées Privées

Pandémie de grippe étatique



LA PENSÉE ANARCHISTE a dès l'origine fait le lien entre un système d'oppression – la religion –, un système d'exploitation – le capitalisme – et un système de domination – l'État. Les combinaisons sont multiples, car, si leurs intérêts respectifs se conjuguent, et leur principe commun est toujours l'autorité, ils ont chacun leurs mécanismes internes propres et ils sont en compétition entre eux pour le leadership à l'intérieur d'un espace géopolitique donné.

La combinaison – produit de l'Europe occidentale – tenue jusqu'alors comme la plus performante était la démocratie parlementaire libérale, dont le capitalisme est le système économique, imprégnée de morale chrétienne (avec ou sans religion d'État). Au le plan philosophico-marketing, cette combinaison a trouvé sa synthèse dans le modèle des droits de l'homme, aboutissant à la Déclaration universelle des Nations unies de 1949, qui a désamorcé ce que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française portait encore de germe révolutionnaire.

Face aux régimes dictatoriaux, qui ont l'avantage de ne pas s'embarrasser de l'assentiment des masses, notre modèle a dû développer des trésors de mystification pour tendre vers le même niveau de contrôle des populations, en prétendant garantir la liberté. De fait, l'histoire du xx^e siècle est celle du totalita-

risme, d'un côté comme de l'autre. Dans cette compétition, c'est aujourd'hui le modèle chinois, dans sa synthèse actuelle, qui fait le plus fantasmer la race des gouvernants à l'ambition un tant soit peu planétaire. Parmi eux, les plus en pointe du modèle libéral ont d'ailleurs abandonné la référence aux droits de l'homme comme outil d'action, même s'ils restent cités dans les discours. N'a-t-on pas entendu railler les « droits-de-l'hommes », dont le suffixe en iste, dans la bouche de ces tyrans, rime avec intégriste et terroriste.

Pour rester dans la course et développer des outils de contrôle toujours plus prégnants, les gouvernants libéraux ont donc fini par associer la liberté d'exercer un droit à un risque – ne serait-ce que le risque de se tromper – et la conformité à la norme comme la garantie de la sécurité. S'agissant d'organiser la vie d'êtres humains en société, ce mouvement du droit (phénomène social complexe) vers la seule norme (règle par nature simplificatrice et affaire de spécialistes) trouve une expression particulière dans le champ sanitaire. Qui n'appête pas à être en bonne santé plutôt que menacé par la maladie? D'où ce développement des sciences dites cognitives, aux motivations ambiguës, qui aident à structurer un lien d'oppression entre une « maladie » sociale (déviance par rapport à la norme des

Léa Gallopavo

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

puissants) et une maladie biologique (déviance par rapport à une norme biologique, donc apolitique et asociale, et partant, indiscutable).

Dans ce contexte, une pandémie est un moment propice, car la mise en scène de ces mécanismes sécuritaires, souvent contradictoires, est d'emblée posée à une échelle très large. La grippe baptisée « A » est à cet égard exemplaire.

La santé par le travail

Après une première période d'inquiétudes, d'emblée posée à l'échelle internationale via l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il est apparu que la grippe A ne serait pas sensiblement plus mortelle que la grippe saisonnière, mais qu'elle serait plus virulente et plus contagieuse. Le risque est donc plus la démultiplication de l'effet de la grippe saisonnière, avec la particularité que, outre les cibles classiques (vieux, jeunes enfants et malades de troubles respiratoires), elle toucherait une proportion sensiblement plus grande de jeunes adultes actifs (les scénarios des ministères parlent de pics à 35 % de la population touchée).

Deux remarques immédiates. D'une part, le niveau de gravité (virulence et mortalité) de cette grippe A va surtout révéler un état sanitaire global de la population française, dont un des aspects est la précarisation croissante, avec mise à l'écart du système de soin. D'autre part, l'activité économique pourrait être perturbée par l'indisponibilité concomitante de 20 % à 30 % des personnels dans les entreprises et les administrations. Toute l'ambiguïté du plan pandémie mis en œuvre par le gouvernement tient en ces deux termes. En effet, contrairement à ce qui avait été envisagé en cas d'alerte à la grippe aviaire (plus mortelle), et qui consistait à arrêter toute l'activité du pays (notamment les transports), pour circonscrire la pandémie, l'objectif premier du plan actuel – dans le contexte de crise économique et de fuite en avant du capitalisme – est d'organiser le maintien à tout prix du niveau d'activité maximal.

Cela conduit à quelques contradictions remarquables. Tout d'abord, pour la mesure préventive la plus forte – la vaccination –, il ne semble pas qu'une priorité quelconque ait été donnée aux populations les plus précarisées, qui sont pourtant à la fois les plus exposées et à la fois des vecteurs potentiels de diffusion, puisqu'ils survivent dans les espaces publics, notamment de transport (qu'on pense à la vision fréquente des grilles d'aération du métro, sur les trottoirs, qui assurent un peu de chaleur aux sans-abri... et servent de diffuseurs!). Or cette constatation, qui devrait logiquement conduire à s'occuper particulièrement de ces personnes, risque plutôt d'engendrer une répression accrue avec force mesures d'éloignement.

Ensuite, même pour la population dite « active » (c'est-à-dire disponible pour la pro-

duction capitaliste), ça tiraille entre les mesures préventives pour circonscrire la diffusion, et leurs conséquences sur l'activité salariée. On ferme des classes ou des établissements scolaires entiers dès trois cas avérés de grippe A, mais on évite soigneusement d'aménager le rapport salarié pour que les parents ne subissent pas seuls le contrecoup. On pourrait imaginer, face à une pandémie justifiant des mesures d'exception, d'augmenter le nombre de jours « enfant malade » dans la typologie des congés maladie. À la place, on invite simplement les entreprises à permettre aux salariés de griller par avance leurs congés 2010. À mettre en parallèle avec la machinerie coercitive du service minimal d'accueil lorsque le virus à combattre est celui la grève!

Et si les médecins peuvent prescrire des mesures de quarantaine, les grandes entreprises publiques, à qui on demande de décliner le plan pandémie (notamment les grandes entreprises de réseau), prévoient de faire des contrôles pour débusquer celles jugées de complaisance (par exemple pour pallier des contraintes de garde d'enfant).

Santé et libertés

Une fois acquise la primauté du maintien de l'activité économique sur toute autre considération, l'État s'estime suffisamment légitime à limiter ou supprimer tout ce qui pourrait contrarier. On envisage ainsi la mise entre parenthèses de certaines obligations du droit du travail jugées comme gênant la souplesse d'utilisation de la main-d'œuvre valide.

Dans les entreprises de réseau à statut (SNCF et RATP principalement), les directions de ressources humaines (DRH) sont à l'œuvre. Il a déjà été annoncé que, par principe, un droit de retrait ne pourrait être invoqué en rapport à la grippe A. Cela alors même que l'on dit vouloir intégrer la grippe A dans le document unique d'évaluation des risques (qui traduit sur un plan administratif l'obligation générale de l'employeur de garantir la sécurité de son salarié), et alors même que le droit d'alerte n'est pas remis officiellement en cause. Ce sont donc clairement les droits qui offrent une capacité d'action concrète du salarié sur son travail qui sont visés. Tant que l'exercice du droit ne conduit qu'à des procédures documentaires ou à discuter un permanent syndical, les machines RH savent gérer...

La particularité de ces mesures est qu'elles sont nécessairement « tous publics » et ne peuvent être ciblées sur une catégorie de salariés. Rappelons que la loi sur le service minimum avait été présentée comme n'étant pas une loi antigreve mais comme permettant aux opérateurs de transport d'être plus efficace en situation perturbée. Dans les faits, les obligations nouvelles de la loi ne visaient que l'exercice du droit de grève (obligation du personnel concourant à la circulation des trains de déclarer leur intention quarante-huit heures avant la grève). Or on voit ici, dans

l'hypothèse d'une forte indisponibilité concomitante d'agents de conduite et/ou d'aiguilleurs, que la loi laisse démuni. Le virus, dont les convictions syndicalistes ne sont pas claires, ne prévient pas quarante-huit heures à l'avance, et ne se laisse pas intimider ni codiriger par les professionnels de la gestion...

Mais il n'y a pas que le champ des libertés dans le travail qui soit visé par les expérimentations sous couvert de grippe A. Début septembre, le Syndicat de la magistrature (SM) a rendu public une circulaire du ministère de la Justice sur son plan pandémie, qui n'est rien d'autre qu'un état d'exception, décrété pour six mois renouvelables et qui consisterait à légiférer par ordonnances, à mettre en suspens la justice des mineurs pour les renvoyer devant les tribunaux correctionnels, à tenir les audiences en huis clos, à rallonger la détention provisoire de quatre à six mois, ou à repousser la visite d'un avocat de la 1^{re} à la 24^e heure de garde à vue. On ne peut s'empêcher de faire un parallèle avec la loi du 4 avril 1955 sur l'état d'urgence, motivée à l'époque par la guerre d'Algérie, et qui avait été sortie des oubliettes en 2005 lors de la révolte dite des banlieues.

Face au tollé, la ministre a fait un pas en arrière en parlant de simple document de travail, mais nous ne sommes pas dupes: l'État est par nature totalitaire, et ses représentants n'ont de cesse de justifier toute avancée vers un contrôle social absolu. Ce qui ne passera pas cette fois-ci sera resservi plus tard à une meilleure occasion.

Dans cette perspective, on perçoit mieux un des aspects de l'intérêt du battage médiatique autour de la grippe A. Les incohérences de politique sanitaire n'auront pas d'effet mortel significatif, contrairement au sida par exemple, avec son scandale du sang contaminé, et l'absence de toute mesure d'exception contre le clergé catholique (imaginez des gardes à vue de papes et cardinaux et une détention provisoire portée à douze mois renouvelables pour toute la curetaille!). En revanche, elle touche potentiellement tout le monde et sa propagation ne nécessite que d'être à moins de deux mètres l'un de l'autre. Du pain béni pour l'État, qui y trouve un allié de poids pour isoler chacun dans la peur de l'autre (donc du collectif) et de la liberté (assimilée à un danger via l'image de la maladie). Ainsi l'État nous laisse-t-il dans un rapport tutélaire, où l'autorité est la condition de la protection et vice versa. Bref, où le totalitarisme est la garantie de notre sécurité.

Dans la grippe porcine, le porc, c'est l'État!
L. G.

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur sa page du site : federation-anarchiste.org.

Les sacrifiés de « l'armée du

Maurice Rajsfus

IL EST IMPOSSIBLE d'évoquer la récente sortie dans les salles de cinéma du film de Robert Guédiguian, *l'Armée du crime*, sans rappeler que nous assistons, en cette année 2009, à une vague de xénophobie d'État sans précédent depuis la période du gouvernement de Vichy. La descente de police dans la « jungle » de Calais, le 22 septembre 2009, n'en est qu'une des illustrations les plus visibles. Il n'en reste pas moins que les bons esprits vont voir ce film sans état d'âme, versant même une larme sur le sort de ces combattants étrangers qui avaient donné leur vie pour le pays de la liberté.

Il n'est pas dans notre intention de faire, ici, une chronique classique sur le film de Robert Guédiguian – la presse s'en est largement chargée. Il s'agit plutôt de tenter de décrire le climat politique et social dans lequel s'est déroulée « l'épopée », en fait ces immigrés, morts « en patriotes », comme le prétendra le PCF, ont mené une lutte largement dévoyée.

Si nous étions imbus des indispensables valeurs nationales qui font la gloire de tout citoyen normalement cocardier, nous pourrions dire que cette « armée du crime » a sauvé l'honneur de la France. Avec cette précision qui change tout: les combattants du groupe, dit Manouchian, étaient tous étrangers. Certains d'entre eux avaient combattu en Espagne, de l'été 1936 jusqu'à la défaite de janvier 1939. Presque tous étaient communistes et, s'ils ne l'étaient pas formellement, ils se gardaient bien de le faire savoir, par simple souci de sécurité. En effet, à cette époque, les anarchistes ou les trotskistes pouvaient craindre tout autant les stalinien que les flics de Vichy ou les guestapistes bien français.

Dès l'été 1941, après le début de la guerre entre l'Allemagne nazie et l'URSS, ces immigrés avaient sans tarder plongé dans la Résistance, et cela d'autant plus facilement que la majorité d'entre eux étaient déjà dans la clandestinité. Ils ne se trouveront que très rarement dans les maquis, où on était relativement à l'abri, mais en première ligne dans la guérilla urbaine. Ils seront dynamiteurs, incendiaires, feront dérailler les trains de munitions, tout en consacrant une partie de leur activité à supprimer des nazis de haut vol et quelques collaborateurs français.

Qui étaient ces étrangers ?

Comment ces groupes de combattants immigrés ont-ils pu se constituer en France? Dès le début des années 1920, suite à la terrible saignée de la Première Guerre mondiale, la III^e République avait fait appel, massivement, à la main-d'œuvre étrangère. Ce sera l'arrivée de dizaines de milliers de Polonais dans les bassins miniers du Nord - Pas-de-Calais ou de la région de Saint-Étienne. De même, les travailleurs italiens se retrouvaient en grand nombre pour relancer l'industrie sidérurgique, en Lorraine. Dans le même temps, avec l'arrivée au pouvoir de régimes autoritaires, en Italie, en Hongrie, en Roumanie, en Pologne, puis en Allemagne, c'est par milliers que les opposants politiques chercheront un asile en France.

Dès la fin des années 1920, le PCF (encore un peu révolutionnaire) et la CGTU commenceront à envisager l'organisation des travailleurs étrangers en groupes de langue. Ce sera d'abord le mouvement MOE (Main-d'œuvre étrangère), qui deviendra rapidement MOI (Main-d'œuvre immigrée). Ces groupes de langue auront pour vocation de lier ces étrangers aux luttes des travailleurs de ce pays, avec pour finalité de mieux les intégrer aux futurs combats révolutionnaires. Cela en un temps où l'URSS n'aura pas encore développé la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

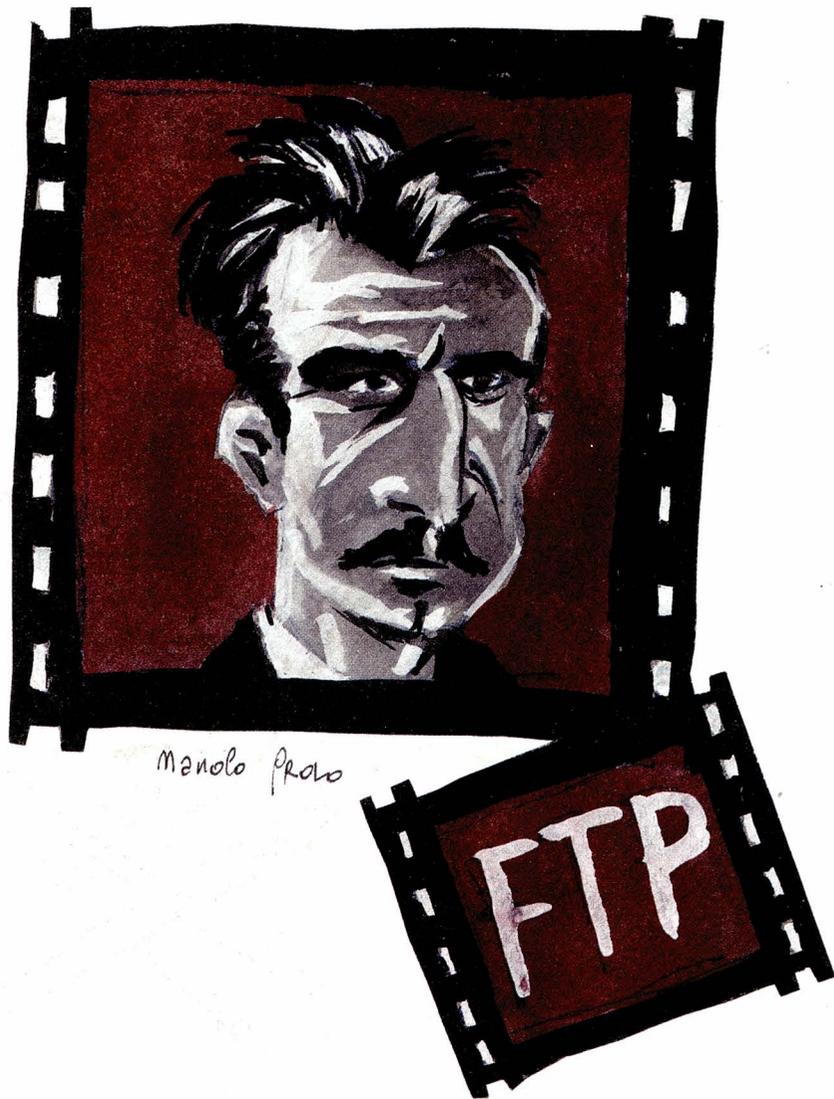
La période était difficile pour les travailleurs étrangers car les campagnes xénophobes s'étaient multipliées tout au long de ces années. Particulièrement après la crise de 1929. L'extrême droite maurassienne s'y étant largement employée, mêlant son rejet des étrangers à la haine des Juifs. Le point d'orgue sera atteint lors des décrets-lois Daladier du 2 mai 1936 instituant des quotas d'étrangers dans certains secteurs d'activité et créant, pour la première fois, une police des étrangers. Décrets-lois aggravés en novembre 1938 (après les accords de Munich de septembre 1938), prévoyant l'ouverture de camps de concentration pour les étrangers fauteurs de trouble. C'est l'époque où le ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, se laisse aller à proclamer « il faut débarrasser la France de la tourbe étrangère! ». Il n'empêche, avec le Front populaire rapidement défunt, la MOI avait été mise en sommeil.

Nous l'avons souligné plus haut, nombre de ces militants étaient partis combattre dans les brigades internationales, où beaucoup laisseront leur vie. Les survivants se retrouveront dans les camps des Pyrénées, que la République française avait ouverts pour les y enfermer dès le mois de janvier. Ceux qui pourront s'en échapper, en profitant de la débâcle de juin 1940, seraient prêts à reprendre la lutte, mais nous sommes encore à la période du pacte germano-soviétique. C'est ainsi que le PCF, clandestin depuis l'automne 1939, ne poursuit de sa vindicte que le gouvernement de Vichy et les fauteurs de guerre impérialistes, c'est-à-dire les Anglais. Pas encore question de s'en prendre à l'occupant nazi! Il faut bien respecter les choix stratégiques de Staline...

Pendant un an ces militants, qui ont rongé leur frein, ne peuvent qu'accueillir avec soulagement le déclenchement de la guerre entre l'Allemagne et l'URSS, le 22 juin 1941. En un temps où le PCF ne s'est pas encore remis de son soutien au pacte Hitler-Staline, les militants de la MOI sont déjà prêts pour le combat. Certes la plupart d'entre eux sont communistes, mais ils sont prioritairement antifascistes et n'ont qu'une hâte: mettre à bas les régimes autoritaires installés dans leurs pays respectifs.

Un melting-pot révolutionnaire

En quelques semaines, les militants MOI sont déjà aux avant-postes. Ainsi, lors de la manifestation organisée le 14 juillet 1941 à Paris, du Quartier latin aux grands boulevards, ils sont au premier rang et les policiers français vont arrêter six juifs polonais, cinq Arméniens, quatre Espagnols et trois Italiens. Dès le 11 juillet 1941, puis le 24 juillet, ce sont des groupes de combattants étrangers qui font dérailler des trains transportant des militaires allemands, en région parisienne. Ceux-là sont dirigés par un militant juif roumain, ancien des Brigades internationales, Wolf Boczov. Ce ne sont là que les premières opérations, et, dès le printemps 1942, les groupes de combattants étrangers vont se structurer en région parisienne. Ils constituent quatre détachements relevant directement de la direction militaire du PCF clandestin. Ce seront les groupes des FTP-MOI où se retrouvent des Roumains, des Hongrois, des Espagnols, des



Polonais, des Italiens, des Arméniens et des Juifs de tous les pays de l'Europe de l'Est.

Les unités de la MOI parviennent peu à peu à monter de petits laboratoires où sont fabriqués des explosifs pour préparer des attentats contre des cibles prioritairement allemandes. Il faut noter que les femmes sont fortement impliquées comme agents de liaison, tout en étant chargées du transport des armes de petit calibre. C'est un combat désespéré et les pertes seront effroyables. Ce qui avait décidé la direction nationale des FTP à retirer les FTP français de la région parisienne dès le printemps 1942, repli terminé en juillet 1943. Ce sont les FTP-MOI qui ont eu la mission de poursuivre la lutte dans la capitale. Déjà ces combattants venus d'ailleurs commenceront à être seuls en première ligne, tout comme la Légion étrangère, qu'utilisait l'armée française.

À la fin de l'été 1943, lorsque Manouchian demande à la direction du PCF que son groupe puisse se replier en zone sud, c'est un refus net qui lui est opposé. Très clairement, il lui est signifié que les combattants communistes n'ont pas vocation à être « conservés dans la naphthaline ». En clair, ils doivent se battre le dos au mur alors qu'ils sont déjà filés par la police.

En province, les FTP-MOI sont également présents, comme à Toulouse avec la 35^e brigade de la MOI. À Lyon, la compagnie Carmagnole est surtout constituée de juifs étrangers, tout comme la compagnie Liberté, à Grenoble, et à Marseille avec le détachement Maurice Korzec. Selon des données approximatives, l'ensemble des groupes armés FTP-MOI n'était constitué que d'une minorité de combattants actifs: environ 250 à Paris, 151 à Lyon, 34 à Limoges, 57 à Grenoble et 50 à Toulouse. Ce qui ne représente que peu de combattants de première ligne, mais il en allait de même pour la résistance purement française, qui se retrouvait surtout dans les maquis de la zone sud. Les uns et les autres étant tenus en suspicion par les services de la France libre.

Le traître de service

Il y a de fortes probabilités pour que le 2^e détachement des FTP-MOI, dit « groupe Manouchian », ait été abandonné à son sort par la direction du PCF clandestin, à la fin de l'été

1943. Pour tenter de comprendre ce lâchage, il convient de noter que, le 15 mai 1943, Staline avait procédé à la dissolution de la III^e Internationale. Comme en 1936, à l'époque de la politique des Fronts populaires, la directive est au rapprochement avec les bourgeoisies « progressistes » de chaque pays. D'où cette nécessité d'apparaître comme une force purement nationale. D'où la volonté de mise à l'écart des groupes de combattants étrangers. Dès lors, les FTP-MOI, qui opèrent essentiellement en milieu urbain, sont dos au mur. Nombre de combattants sont déjà connus de la police française, qui les suit avec la technique de la « longue corde ». Ce qui permet de remonter les filières. Tous ces étrangers sont d'autant plus en danger qu'ils sont bloqués à Paris. Ce qui ne peut que signifier leur arrêt de mort. Par ailleurs, il est significatif de noter que, depuis l'été 1941, les actions des FTP-MOI sont régulièrement magnifiées sur les ondes de Radio Moscou, en français, comme étant le fait de « patriotes français ».

Finalement et parallèlement au « lâchage » du groupe Manouchian par le PCF clandestin, la présomption est forte que les membres de cette unité aient été livrés à la police française par un des leurs, un juif polonais, Joseph Davidowicz. Arrêté avant les autres, il aurait livré ses camarades, peut-être sous la torture, avant d'être remis entre les mains de la Gestapo. Ce qui est étonnant, c'est que ce personnage tenait le rôle

de commissaire politique chez les FTP-MOI. D'où la question, sans réponse à ce jour mais que l'on ne peut que se poser : Davidowicz avait-il reçu l'ordre de la direction militaire du PCF de livrer un groupe de combattants trop voyants à son gré? Nous ne le saurons peut-être jamais! Toujours est-il que Davidowicz sera relâché par la Gestapo. Il sera rattrapé par ses anciens camarades, condamné à mort et exécuté discrètement dans un petit pavillon de Bourg-la-Reine.

Au cimetière d'Ivry où ont été inhumés vingt-deux combattants fusillés le 21 février 1944, vingt et une tombes portent la mention « mort pour la France ». La tombe de Thomas Elek, qui avait dix-huit ans, est constituée d'une simple stèle, où sa mère avait fait inscrire « mort pour la liberté ».

M. R.

Bibliographie sommaire:

Pour mieux approfondir ce sujet, il est utile de se reporter à quelques ouvrages comme *Histoire intérieure du parti communiste (tome IV)*, de Philippe Robrieux, et, du même auteur, *l'Affaire Manouchian*; le dernier *Grand Soir*, de Louis-Gronowski-Brunot; *la Résistance organisée des Juifs de France*, de David Diamant; *Testament*, de Boris Holban; *le Sang de l'étranger*, de Denis Péchanski, Adam Rayski et Stéphane Courtois; *l'An prochain la Révolution et la Libération inconnue*, de Maurice Rajsfus.

Le quotidien au lycée

enfermement et soumission

« L'ÉCOLE EST UNE PRISON », clame Catherine Baker¹. Ces mots peuvent prêter à sourire. Pourtant il s'agit bien d'une privation de liberté, autant physique qu'intellectuelle.

Cette année, j'ai effectué ma rentrée dans un nouveau lycée. Étant loin de chez moi et sans ressources financières, je suis donc interne dans ce bunker (murs de 2,5 m, caméras de surveillances, gardiens, etc.).

Chaque matin, à sept heures, la lumière criarde des néons suspendus au plafond de la chambre (16 m² pour quatre personnes) me réveille. Je vais ensuite prendre ma douche (froide) dans une cabine de piscine puis prendre mon petit déjeuner : un petit pain, un morceau de beurre fade, un bol d'un café infect et un minuscule gobelet de jus de fruit. Voilà mon premier « repas » de la journée. La sonnerie, une sirène incendie, nous ordonne d'entrer en cours. Nous devons laisser à l'entrée de la classe nos pensées, nos discussions et notre dignité afin d'être totalement réceptifs pour assimiler les valeurs du travail intensif et de la concurrence entre nous. La carotte (les bonnes notes) et le bâton (les sanctions) sont appliqués avec volontarisme par des professeurs plus ou moins zélés.

La journée s'écoule ainsi, sonnerie assourdissante puis cours lobotomisés, entrecoupés par le repas de midi, mélange de légumes



en plastique et de viande en carton, le tout dans une odeur nauséabonde.

Le soir venu, nous avons la « liberté » d'aller acheter des sodas au hard-discount situé à proximité.

La soirée à l'internat n'est qu'une interminable attente. Nous restons allongés, catatoniques, sur nos lits, fixant les lézardes du plafond en écoutant les dernières merdes musicales. Puis vient l'heure du dîner, des restes de midi réchauffés. Suite à ce festin, quelques jeunes jouent au foot, pratique encouragée avec vigueur par l'administration scolaire. En effet, quand on est occupé par le sport, on risque moins de réfléchir à nos conditions d'existence... Pour les autres, l'attente continue, jusqu'à la fermeture automatique et centralisée des volets et de la lumière. Toute évasion, même par la pensée, nous est interdite. La nuit s'écoule, dans notre petit lit, jusqu'au lendemain, ou tout recommence.

Soumission, enfermement et déshumanisation sont les maîtres mots de ce quotidien. Après tout, nous sommes à l'école afin de devenir de braves employés serviles et mal payés, pas pour vivre heureux.

Fabien Bon
Lycéen

1. Insoumission à l'école obligatoire, éd. Bernard Barrault.

La leçon de piano

Sur une partition de Pierre-Joseph Proudhon



DEUX HOMMES SONT PAYÉS pour transporter un piano de la rue au premier étage d'une maison.

Pour ce travail, ils reçoivent chacun 10 euros.

Cela fait donc un total de :

$10 + 10 = 20$ euros.

Si l'on donne à présent les 20 euros à un des deux hommes pour accomplir seul le même travail, le prix de revient sera exactement identique.

Mais un homme seul ne pourra pas porter le piano de la rue jusqu'au premier étage de la maison...

Cet exemple montre que la mesure arithmétique de la valeur d'un travail est trompeuse.

La somme des salaires individuels n'est pas équivalente de la valeur d'un travail collectif.

Un travail collectif comporte une part invisible qui n'est pas rémunérée par la somme des salaires individuels.

Le tout est plus que la somme des parties.

C'est cette part invisible que s'approprie le capitalisme par la division du travail.

Dominic

Russie

Carnets de voyage



E EN VOYAGE À MOSCOU au mois d'août, nous avons eu la chance d'être hébergés et de pouvoir rencontrer des militants anarchistes et antifascistes russes ainsi que des acteurs de la scène punk rock (les uns étant souvent les autres).

Au cours des nombreuses discussions et rencontres nous avons tenté de comprendre les enjeux et les problèmes des militants russes (et ils sont nombreux), en voici un petit tableau incomplet.

Fascisme...

Un des principaux problèmes (et problème est un mot bien faible) des militants et de la Russie en général est la puissance de l'extrême droite. Ayant grandi sur les ruines de l'URSS en exploitant le nationalisme hérité de l'époque soviétique, le racisme anti-immigrés très présent et la remontée en puissance de l'église

orthodoxe, l'extrême droite russe a atteint une puissance non égalée en Europe. Comme dans toute l'Europe, ils sont divisés en plusieurs courants.

Les orthodoxes traditionalistes: royalistes (ou plutôt tsaristes), ils ne sont pas les militants les plus nombreux et les plus actifs dans la rue. Par contre, ayant de nombreux appuis dans l'église orthodoxe, qui, depuis la chute de l'URSS, a repris de la puissance au point d'être un acteur incontournable de la vie politique russe, ils ont de nombreux contacts avec le pouvoir. De plus ils professent un nationalisme (« la Grande Russie ») en partie repris par le pouvoir de Medvedev et de Poutine (leurs partis s'appellent Russie forte et Russie unie).

Les païens: il sont eux-mêmes divisés en plusieurs groupes, les uns se revendiquant descendants des vikings et d'autres d'être des

Pierre Pawin

Groupe Béton-armé de la Fédération anarchiste

slaves purs, s'inspirant de rites druidiques (un des chefs fait même des interventions vêtue d'une toge couverte de runes et avec des cornes de cerf sur la tête); si leurs idées politiques ne sont pas très populaires ils jouissent par contre d'une vraie écoute par le biais de la scène musicale: il existe en effet plusieurs groupes de folk, Dark folk, Metal et Dark Metal, se revendiquant de leurs idées, groupes dont l'aura dépasse largement le simple milieu d'extrême droite.

Les national-socialistes: se revendiquant ouvertement de l'idéologie nazie, c'est le groupe le plus important et le plus ancien (hormis les orthodoxes) en Russie aujourd'hui. Comptant plusieurs milliers de membres, ils revendiquent la plupart des attaques et des assassinats perpétrés contre les militants antifascistes ou contre des immigrés. Ils ont également plusieurs groupes de musique.

Les nazis autonomes: s'appelant eux même autonomes nationalistes, c'est un nouveau groupe qui rassemble plus ou moins la jeune génération nazie en Russie. Singeant les looks et les pratiques de l'autonomie allemande (l'action de rue, le look « Black Block » pull à capuche, lunettes de soleil, musique punk rock, straight age...) et ses discours (anti-impérialisme, révolutionnaire...), ils sont beaucoup plus activistes que leurs aînés. Leur objectif est de dépasser les clivages de leur mouvement en « faisant la révolution d'abord ».

Leurs activités: en plus des activités traditionnelles de l'extrême droite, à savoir plusieurs groupes de musique (il faut savoir qu'en Russie la scène punk rock longtemps inexistante est en pleine explosion), l'extrême droite russe, toutes tendances confondues, avait créé il y a deux ou trois ans un collectif contre « l'immigration illégale ». Régurgitant de longues diatribes racistes, ce collectif était rapidement devenu très populaire dans une Russie où le racisme et le nationalisme sont habituels. Heureusement, l'extrême droite étant ce qu'elle est, certains groupes (notamment les national-socialistes) prirent ombrage de ce collectif devenu trop puissant à leur goût et le firent exploser en répandant des rumeurs sur leur chef (qu'il était juif, homosexuel...). D'où la tentative des nazis autonomes de dépasser ces clivages. Une des activités majeures de l'extrême droite russe consiste en attaques à l'encontre des antifascistes, des démocrates ou même de simples immigrés, attaques souvent mortelles (dernièrement, l'avocat des antifascistes a été assassiné, un camarade antifasciste de Moscou a reçu plusieurs coups de couteau...). Une liste existe d'ailleurs de personnes à tuer selon les critères des nazis. Ces attaques ne sont que très peu

réprimées par un pouvoir très complaisant à l'égard de l'extrême droite.

... et antifascisme

La scène antifasciste russe place ses activités à la fois sur le plan politique (actions de rue) et à la fois sur le plan musical (réussir à construire une scène punk rock, en pleine expansion en Russie, propre). Il faut savoir qu'il n'existe pas d'organisation spécifiquement antifasciste en Russie. Une seule organisation anarchiste de rue existe, Aftonom, communiste libertaire; les anarchistes et antifascistes, très jeunes pour la plupart, s'apparentent plus à une mouvance en construction. Quelques squats se sont formés à Saint-Petersbourg mais sont aujourd'hui fermés.

Au plan politique, les antifascistes et anarchistes russe organisent plusieurs manifesta-

de créer une scène punk-rock. Pour cela plusieurs groupes se sont ouvertement réclamés de l'antifascisme et de l'antiracisme. Au début les concerts n'attiraient que peu de monde, mais aujourd'hui cette scène musicale existe, même si elle reste minoritaire. Toutefois, même organiser un concert reste difficile du fait des fréquentes interdictions et des attaques incessantes de l'extrême droite.

Le pouvoir

La situation économique russe n'a pas été épargnée par la crise: les usines ferment, le chômage et la pauvreté augmentent... Tout ça plus la propagande gouvernementale (« cette crise n'est pas la nôtre, c'est celle des Américains ») fait le jeu du populisme et du nationalisme. Les Russes, en particulier dans les campagnes, ont la nostalgie de l'époque soviétique et de la Grande Russie. Le pouvoir exalte dans sa propagande ce nationalisme et ce populisme... et fait taire ses opposants. Il a créé une loi contre l'extrémisme dont il se sert pour réprimer toutes les forces s'opposant à lui: l'opposition démocratique, les antifascistes et même parfois l'extrême droite quant celle-ci verse trop dans le terrorisme. Il faut dire qu'est considérée comme extrémiste « toute personne qui attaque un groupe social constitué », par exemple la police, le gouvernement... Il réprime systématiquement toute manifestation le critiquant, soit directement avec sa police anti-émeute (les Zoumones tristement célèbres pour leur brutalité), soit en protégeant les nazis qui voudraient s'en charger. Il emprisonne également ses principaux opposants ou les fait disparaître quand ceux-ci sont trop gênants (comme ce fut le cas pour deux membres d'une association des droits de l'homme qui avaient enquêté sur la Tchétchénie).



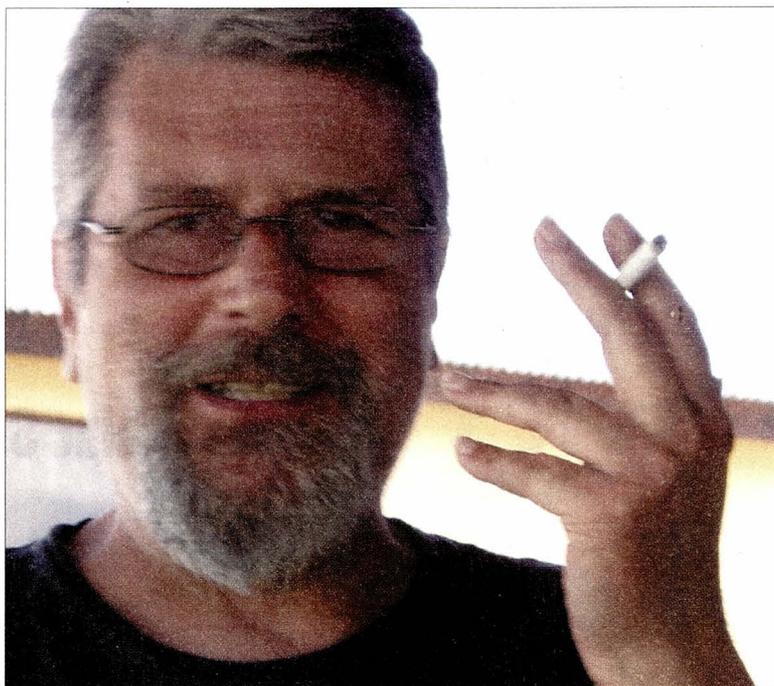
tions: le 1^{er} mai (ils sont passés de 15 il y a cinq ans à 300 l'année dernière à Moscou), des manifestations contre la répression (dont une manif-action de soutien à Tarnac en décembre dernier), contre les attaques nazis... Ils organisent également des attaques plus spécifiques et contre certains groupes ou initiatives nazis. Néanmoins, la violence de l'extrême droite (plusieurs assassinats par an, des attaques incessantes contre les initiatives) et la répression (dispersion extrêmement violente de toutes les manifestations même autorisées, emprisonnement arbitraire, étouffement des attaques contre les antifascistes, impossibilité de critiquer ouvertement le pouvoir...) rendent très difficiles l'activité des anarchistes et antifascistes russes et la construction d'un mouvement durable. Par exemple, une tentative de librairie à Moscou a avorté car le local a été incendié trois fois.

Au plan musical, les antifascistes essaient

En guise de conclusion

Les antifascistes et anarchistes russes ont la vie dure. Répression incessante, attaque des nazis, assassinats... La Russie est sans doute l'un des pays les plus violents d'Europe. Néanmoins ils gardent espoir; leur mouvement est en pleine expansion: il y a cinq ans, il n'existait pas d'antifascisme en Russie, pas plus que de mouvement anarchiste. Aujourd'hui les manifestations peuvent rassembler jusqu'à 300 personnes. Lors des premiers concerts organisés, il n'y avait pas plus de 50 personnes, alors qu'aujourd'hui jusqu'à 300 ou 400 personnes se déplacent. Ils deviennent de plus en plus sûrs. Un festival anarcho punk a même été organisé l'année dernière. L'enjeu pour les antifascistes est maintenant de créer une véritable organisation politique durable pour pouvoir, un jour peut-être, inverser le rapport de force. P.P.

Salut à Daniel Barret



Rafael Spósito – alias Daniel Barret – s’est éteint, le 24 août 2009, à l’âge de cinquante-sept ans, à Montevideo (Uruguay), dans le quartier de El Cerro. Si ce camarade est peu connu en Europe, son nom était familier pour nos compagnons latino-américains. Daniel Barret, à la vie militante largement remplie, se distinguait par sa capacité à analyser le continent latino-américain et l’évolution du mouvement anarchiste. Sociologue et militant dans son association de quartier, il participa à divers regroupements libertaires en Uruguay, dont la Fédération anarchiste

uruguayenne, même s’il s’en éloigna ensuite, critiquant la notion d’« anti-impérialisme » et le concept pseudo libertaire de « pouvoir populaire », si utile à la gauche sud-américaine. Il participait à la vie de la revue *El Libertario* de Caracas et salua, en 2007, les positions prises par l’IFA contre la « révolution bolivarienne » du Venezuela. S’il fut un auteur prolifique (il a écrit sous divers pseudonymes une centaine d’articles, brochures, livres...) de textes de réflexion trop peu diffusés en dehors du « mundillo » latino-américain, il écrivait

toujours dans un but pédagogique, mais sans concessions pour le parasite de l’anarchisme latino-américain, à savoir le gauchisme. L’anarchisme, selon lui, malgré ses faibles moyens, devait se livrer à une critique radicale du pouvoir et une éthique intransigeante de la liberté. Le texte qui suit est donc un hommage à ce camarade disparu.

Relations internationales de
la Fédération anarchiste

... LA CLÉ DU CHANGEMENT social et les sujets révolutionnaires par excellence, en consonance avec un horizon qui se propose d’abattre toutes et chacune des relations de domination, ne peut se trouver autre part que dans les mouvements sociaux de base qui se constituent, en leur conscience et dans leurs luttes, comme d’authentiques alternatives au pouvoir. Mouvements partout, d’origines diverses et avec leurs propres péripéties : l’héritage du vieux mouvement ouvrier, bien sûr, dans ses syndicats, ses coopératives et ses comités de gestion; mouvements de chômeurs qui ont été expulsés du monde du travail et à qui maintenant l’État et le Capital ne peuvent offrir aucune réponse; les successeurs contemporains, aussi, de cette clarté estudiantine qui proclamera à Córdoba (Argentine), en 1918, l’heure de l’insurrection et qui maintenant peuvent se rejoindre avec d’autres mouvements de jeunesse de diverses origines; communautés indigènes qui, toujours et avec plus de force, persistent dans leur résistance séculaire; mouvements de paysans qui lancent leurs cris pour conquérir la terre pour la travailler et pour la liberté; groupements urbains et conseils de voisins d’orientation « municipaliste » qui réclament un espace de décision qui leur soit propre et formulent leur vocation

à administrer les villes de ce continent; mouvements, enfin, écologistes, de femmes, de jeunes, de droits humains, antimilitaristes, de contestation culturelle, etc. Tous des espaces de recherche, d’élaboration, d’antagonisme; et depuis lesquels animer des pratiques d’agitations, recréer des projets alternatifs et mettre l’accent sur des orientations vers un changement social révolutionnaire. Si c’est toujours possible de parler de sujets, on ne peut pas faire moins que de les trouver dans cette dense et horizontale trame de mouvements qui, d’une façon ou d’une autre, expriment mieux que personne les possibilités de ce qui prend de l’ampleur et des dérives libertaires s’y trouvant.

Associés aux mouvements sociaux de base, constitués fondamentalement et normalement à partir d’une certaine condition commune, se forment aussi divers types de regroupements, inspirés ceux-là habituellement par des définitions idéologico-politiques et des projets plus sélectifs et avec un rayon d’influence plus important de discours et d’action. Ces regroupements sont essentiels aussi dans n’importe quelle étape de changement social révolutionnaire; ils peuvent s’en éloigner avec leurs décisions, lui apporter ses propres contenus et lui offrir ses énergies militantes. Mais si le chan-

gement social révolutionnaire doit avoir un signe distinctif et une orientation de type libertaire, il est utile que ces regroupements ne prétendent pas s’attribuer à eux-mêmes un rôle d’avant-garde ou de conduite incontestable, ni ne se proposent comme la conscience externe avancée des mouvements sociaux de base. Ces regroupements ont un champ spécifique d’actions et des tâches qui leurs sont propres que les mouvements sociaux de base ne sont jamais en condition d’assumer; mais il est vital que cela n’implique pas la substitution des uns par les autres et non plus l’adoption d’un schéma suivant lequel ces derniers ne seraient rien de plus que la courroie de transmission des premiers. Avant cela, ces regroupements réalisent leur meilleure contribution quand ils se conçoivent eux-mêmes comme des instances de soutien et d’appui; avec des objectifs particuliers et bien délimités, respectables de façon exhaustive, mais toujours quand ils démontrent qu’ils sont capables de mettre leur patrimoine révolutionnaire accumulé à disposition des mouvements sociaux de base, de favoriser le renforcement de ces derniers sans renoncement et de les potentialiser tout en ne renonçant pas à leur propre rôle.

Rafael Spósito

Un capitaine pas si superbe

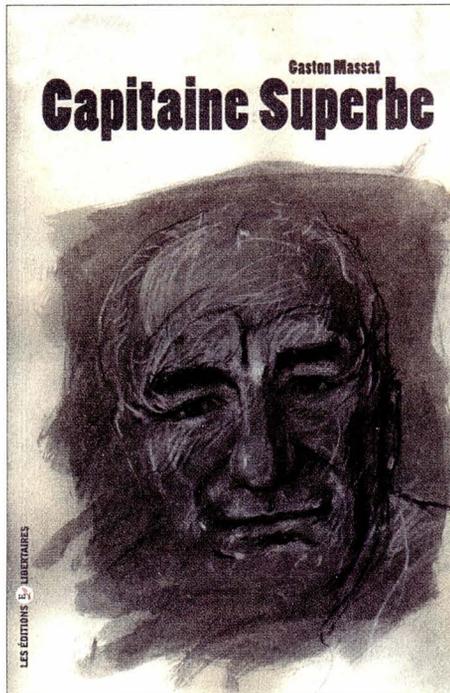
PARU EN FEUILLETON dans le journal *Action*, *Capitaine Superbe* avait été édité en 1946 chez Bordas. Les éditions libertaires nous permettent de redécouvrir cet excellent roman de Gaston Massat.

Catherine Massat a eu la bonne idée de frapper à la porte des éditions Libertaires pour rééditer le livre de son oncle Gaston Massat. Ainsi, nous pouvons lire ou relire un excellent roman sur la Résistance ariégeoise dans le Couserans, terreau pour les insoumis et les rebelles depuis l'époque napoléonienne.

Gaston Massat (1909-1966), résistant, poète engagé lié aux surréalistes, ami de Lucien Bonnafé, de Paul Éluard, de Jean Cassou, de Joë Bousquet (qu'il a salué dans un beau texte publié en 1958 chez Seghers dans la collection « Poètes d'aujourd'hui ») et de tant d'autres écrivains et artistes était un communiste discret qui se moquait des honneurs et des conventions factices.

Totoche (comme ses amis l'appelaient) aimait les livres. Il en vendait dans sa librairie, rue Villefranche, à Saint-Girons, sa ville natale. Il en écrivait aussi. On lui doit des recueils de poèmes, des nouvelles et un roman, *Capitaine Superbe*, qui n'est pas passé inaperçu. Louis Aragon dans *l'Humanité*, Louis Parrot dans les *Lettres françaises*, Jean Marcenac dans la *Marseillaise*, Pierre Gamarra dans le *Patriote du Sud-Ouest*... ont salué cet ouvrage qui dessinait le vrai visage de la Résistance. Une authenticité qui colle aux réalités du maquis et de la collaboration en Ariège.

Flash-back. Les troupes allemandes ont franchi la ligne de démarcation en novembre 1942. La 6^e Panzerdivision a investi Saint-Girons. La Gestapo traque les passeurs, les juifs et tous les candidats à l'exil. Aidés par des miliciens français très zélés, les nazis laissent des plaies ouvertes derrière eux. Exécutions sauvages d'habitants par la division Das



Reich (qui martyrisera Oradour-sur-Glane plus tard), représailles destructrices contre un village... Heureusement, les maquis composés de communistes, de FTP-MOI, de républicains espagnols... ne manquent pas d'énergie pour changer le cours des choses.

Le titre du livre de Gaston Massat est trompeur. Le capitaine Superbe n'est pas un maquisard héroïque. Ce n'est qu'un minable parmi les minables, une brute épaisse, un salaud de collabo prêt à tout pour terroriser la population avec une petite bande de lâches. Avec sa clique de pourris, ils sont tour à tour assassins, pillards, violeurs, tortionnaires... Leurs moments d'ivrognerie sont ponctués par les chants de la LVF, la Légion des volontaires français contre le bolchevisme. Comme des chiens fous, ils aiment débarquer chez les gens en gueulant « police allemande ». Chaque jour, des juifs « disparaissent », des communistes et même des « mauvais catholiques » sont fusillés. Quand ils brûlent des maisons, quand ils abattent un député qui avait été vu dans les comités Sacco et Vanzetti, quand ils achèvent leurs victimes à coups de pelle, ils maquillent toujours leurs crimes pour tenter de faire accuser les maquisards de la Résistance.

Le capitaine Superbe a une fille superbe, Marie. Marie a vu son père tuer sa mère à coups de pied. Marie est tout le contraire de son père, qui aura une fin digne de ses bas-

esses. En prime, Marie aime Raoul, un résistant. Après le débarquement des alliés en Normandie, Marie part à la recherche de son amoureux. Caché pour une embuscade, Raoul l'aperçoit otage parmi les boucliers humains que les Allemands et les miliciens français utilisent pour protéger leur débâcle sur la route de Rivals qui est en flammes. FTPF d'un côté, guérilleros anarchistes espagnols du MLE (mouvement libertaire en exil) de l'autre, les antifascistes passent à l'attaque, provoquant une débandade sans nom chez l'ennemi. Les faits ne sont pas autobiographiques, mais le tableau est juste parce qu'il s'appuie sur des moments historiques comme la violente bataille de Rimont, en août 1944, où quatre cents maquisards français et espagnols mal armés vinrent à bout de 1500 soldats allemands armés de canons et de mitrailleuses. Le récit est également poignant par le fait que la montagne, les arbres, les rivières sont des personnages à part entière qui semblent attendre la fin de l'orage meurtrier.

« Il faudra toujours penser à ceux qui ont donné leur sang pour nous; il ne faut pas que ce qu'ils ont fait soit perdu », souffle Raoul à une Marie blessée, mais vivante. Avec ce livre qui ne nous abandonne pas, comme disait Aragon, Gaston Massat a pleinement œuvré pour que notre mémoire ne meure pas.

Paco

Gaston Massat, *Capitaine Superbe*, Éditions libertaires, 170 pages. 13 euros. Couverture illustrée par un portrait de Gaston Massat vu par Ernest Pignon-Ernest. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Une journée en hélicoptère

ON VOUS PROPOSERAIT de passer une journée dans un hélicoptère pour aller, de Paris, visiter Saint-Malo, puis Carnac, puis Blois, et de revenir à Paris en survolant Vaux-le-Vicomte, Fontainebleau et Versailles, refuseriez-vous? Probablement pas. Et si en plus on vous annonçait que vous seriez payé pour participer à cette journée, vous demanderiez « où est-ce ce que je signe? ». C'est bien ce que je craignais. Il va être difficile de vous faire comprendre pourquoi, en descendant de cet hélicoptère, j'étais d'une humeur massacrant.

Dans mon métier de guide pour les touristes, on fait des choses très différentes. On emmène les gens pas vraiment pauvres mais vraiment pas riches en troupeau (car c'est l'argent qui vous distingue du troupeau, chacun sait cela) visiter les palais des grands gangsters, pardon des rois, et les monuments du mensonge, pardon les églises. Les riches, eux, ne subissent pas exactement le même traitement. Et les très très riches ne subissent pas du tout le même traitement. Les très très riches, qui prennent l'hélicoptère comme vous et moi prenons le métro (et les trois quarts de la planète savent que qui prend le métro est, ipso facto, une personne riche), ont des idées charmantes. Telles que « et si nous regardions la Bretagne de haut? ». Rien de plus simple à exécuter. Une journée d'hélicoptère, un bel hélicoptère à six places avec sièges en cuir, jolie hôtesse à l'héliport, beaux pilote et copilote en uniforme, limousine pour aller à l'héliport, limousine pour se promener à Saint-Malo, limousine pour se promener à Carnac, limousine pour promener le banquier et ses fils à Blois, limousine pour revenir à l'hôtel à Paris, guide privé, pique-nique de chez Lenôtre, etc., allez, ça ne va chercher que dans les 35 000 euros. Pet de moustique dans le Sahara. Et encore, petit moustique.

Or vous êtes un banquier cultivé, intelligent, avec un grand-père français. Vous voulez que vos enfants sachent ce que c'est que la France. Et vous les emmenez en France. Vous leur payez les meilleurs professeurs. Vos deux garçons, neuf et dix ans, sont donc déjà très savants et très intelligents. Ce qui ne les

empêche pas d'être deux petits garçons fascinés par tout ce qui massacre. D'où non pas 10, non pas 20, mais 100, 200, 300 questions telles que: « Qu'est-ce qui est le meilleur, un missile Cruise ou un Exocet? », « La vitesse maximale du bombardier qui a lâché la bombe sur Hiroshima? », « Est-ce que les troupes françaises sont équipées du M16? », « Est-ce que les Russes n'ont que des Mig? Pas d'autre marque? », « C'est quoi la différence entre un missile nucléaire et un missile balistique? », « C'est vrai que les Américains ont un porte-avions pour chacun de leurs présidents, mais que vous les Français vous n'en avez qu'un? », « Et pourquoi il ne marche pas votre porte-avions? », « Et comment ça marche un porte-avions nucléaire? C'est qu'il a la bombe à bord? » Il y en a, c'est les poupées, d'autres c'est la fission de l'atome. Question d'éducation.

Mais honnêtement, ce n'est pas ça qui m'a mis de mauvaise humeur. Après tout, ces questions me permettaient d'expliquer à ces deux petits Étatsuniens que leur pays aussi se ferait un jour mettre quelques défaites militaires dans le nez, que celles-ci avaient calmé les Français et leur avaient permis de comprendre, enfin à certains d'entre eux, que la guerre est, de toutes les stupidités de l'homme, la pire et la plus néfaste et que, être fier de l'armée de son pays, c'est être fier d'avoir la chtouille, la lépre, et un trou à la place du cerveau.

Honnêtement, l'attitude du milliardaire payeur, incapable de serrer la main aux pilotes, de dire merci ou s'il vous plaît à qui que ce soit, de demander à ses propres enfants déjeunant dans une crêperie de Saint-Malo s'ils ont encore faim après une malheureuse galette à l'emmental industriel (la corbeille de fruits frais dans l'hélicoptère n'a pas duré longtemps), ne m'a pas mis de bonne humeur. J'ai

d'ailleurs failli embrasser un flic! Pardon? Oui, un douanier de l'aéroport de Dinard a failli arrêter monsieur le milliardaire parce que monsieur le milliardaire n'avait pas son passeport sur lui, juste sa carte American Express. Et il m'a grommelé « c'est pour ses mômes que je ne le retiens pas pour un contrôle d'identité ».

Non, ce qui m'a mis de mauvaise humeur, c'est ceci: quand vous êtes un garçon de neuf ans et qu'on vous emmène en hélicoptère, vous sautez de joie, non? Vous admirez le pilote comme un héros, non? Et bien, ces deux enfants de milliardaire prenaient, m'ont-ils répondu, l'hélicoptère plusieurs fois par semaine. Ce qui est la raison pour laquelle pendant le vol de Saint-Malo à Vannes, puis de Vannes à Blois, ces deux garçonnetts ont dormi.

Imaginez la somme d'efforts humains qui se consomment pour réaliser une journée d'hélicoptère... les ouvriers successifs, les ingénieurs, les mécanos (un hélicoptère c'est quatre heures d'entretien pour une heure de vol), l'apprentissage des pilotes, les aiguilleurs du ciel, et tous les gens exploités pour que le milliardaire gagne ses milliards. Tout cela pour deux gamins déjà si riches qu'une journée entière en hélicoptère les ennuie.

Nestor Potkine

Qui regrette qu'il n'y ait pas de missiles antibanquiers.



Jhavo

Les Partageux !



Appel à contribution

L'article qui précède est un des nombreux mots expliqués en détail du point de vue des anarchistes synthésistes français du début des années 1930. Ce témoignage de l'histoire de la pensée anarchiste est un trésor pour quiconque s'y intéresse, et un outil inestimable pour celui qui désire apprendre.

La numérisation de l'Encyclopédie anarchiste a débuté en décembre 2008. Lorsqu'elle sera totalement terminée, cette œuvre sera définitivement sauvée et pourra être transmise ou imprimée, consultée et utilisée par chacun.

L'ouvrage est déjà entièrement scanné, on peut en télécharger un fichier pdf sur le site : encyclopedie-anarchiste.org.

Aujourd'hui il ne reste plus qu'à terminer la correction de la reconnaissance d'écriture, qui est déjà bien entamée, mais qui nécessitera encore de nombreuses heures de travail.

Toute personne disposant d'une connexion internet et de quelques notions d'orthographe est en mesure d'aider, cela prend juste un peu de temps, et on apprend beaucoup de choses en corrigeant ces articles passionnants.

Donc, si vous avez un peu de temps à y consacrer quand vous le pouvez, les instructions se trouvent à l'adresse suivante : encyclopedie-anarchiste.org

Par avance, merci à ceux qui contribueront.

Nicolas Baudouin
Groupe Idées Noires

COMME LE DIT LUI-MÊME le dictionnaire Larousse, « partageux », nom ou adjectif, peu usité, « se dit ironiquement d'une personne qui réclame le partage général des terres et la communauté de tous les biens ». « Partageux » est une corruption du mot « partageur ».

On voulait, par ce terme, disqualifier les hommes imbus d'idées sociales et ceux qui s'en proclamaient les partisans et les propagandistes : les plus petits propriétaires, ceux qui vivaient péniblement de leur lopin de terre, disait-on, en seraient dépossédés par les partageux.

Il fut un temps où ce pauvre argument avait prise sur l'esprit lourd de certains paysans. On s'appliquait à transformer le sens des mots pour calomnier les plus ardents apôtres de Justice et d'Égalité sociales, les plus profonds penseurs dont on ne pouvait discuter ni contredire les systèmes clairement exposés.

Évidemment, l'ironie facile avait prise sur les ignorants, incapables de raisonner et craignant toujours qu'on leur ravisse le lendemain ce qu'ils avaient difficilement acquis la veille. Si stupide que soit la calomnie il en reste toujours assez pour engendrer la haine ou augmenter le mépris. Ceux qui possédaient beaucoup craignaient fort l'expansion des idées de partage équitable des terres et ils avaient tout intérêt à mettre de leur côté les malheureux possesseurs d'une pauvre terre aride arrosée de la sueur du courageux paysan qui la cultivait. Le but à atteindre était, surtout en période électorale, de disqualifier un candidat au profit d'un autre. Nous avons dit que ce terme était peu usité ; il l'est de moins en moins et les socialistes, dans leurs discours de propagande électorale, ne sont plus traités de partageux, parce qu'on sait bien que le socialisme et les écoles qui s'y rattachent, au point de vue propriété ou répartition des richesses, ne préconisent pas le partage, mais exactement le contraire, c'est-à-dire la mise en commun.

C'est par ce mot « partageux » qu'on prétendit se moquer fort des utopistes du XIX^e siècle qui désiraient l'application d'une juste répartition des richesses sociales et de ceux qui voulaient la mise en commun des terres et de tous les biens.

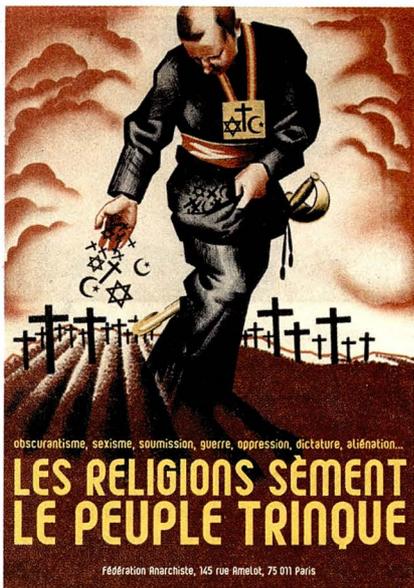
Cette épithète n'a certainement pu porter grand préjudice aux idées des penseurs sociaux ni à leurs systèmes de rénovation ou de révolution. Les partisans de la propriété, les avocats d'une si mauvaise cause (consacrée par la Révolution française), défendaient comme ils pouvaient le propriétaire, régime économique fondé sur la Propriété et découlant de son principe.

On ne peut, certes, pas dire que le système capitaliste, le fameux régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, ne soit pas aussi celui du partage des richesses dues au travail. Mais c'est un partage qui se fait à l'encontre de tout bon sens et de toute équité, puisque ceux qui produisent tout ne possèdent rien, alors que ceux qui ne produisent rien possèdent tout. Ces derniers peuvent penser que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il nous appartient, ici, de démontrer que la logique et l'équité en sont absentes et que selon la juste, très juste expression de Proudhon : « La Propriété, c'est le vol ». On ne peut pas être partisan de la propriété si l'on a le moindre respect du principe d'égalité et le moindre sentiment de justice. (Voir « Propriété »).

Le mot Partageux s'applique sans doute aussi, assez justement – en terme de mépris mérité – à certains faux apôtres qui dénigraient la Propriété jusqu'au jour où ils en purent jouir à leur tour par une occasion, fût-elle malpropre et par conséquent digne de leurs convictions.

Georges Yvetot

Extrait de L'Encyclopédie anarchiste



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

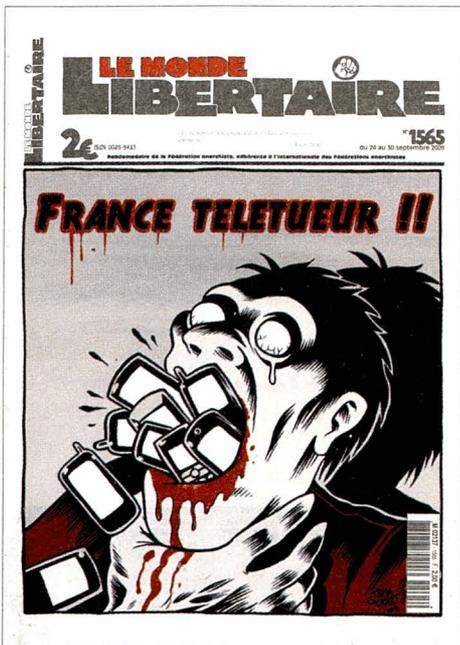
www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

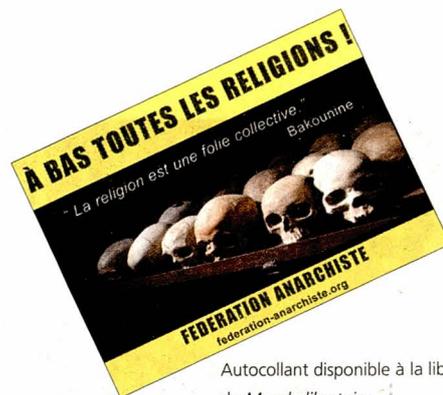
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Serbie

Anarcho syndicalistes en taule

DES MILITANTS de l'Initiative anarchosyndicaliste, affiliée à l'AIT, ont été arrêtés récemment par l'État serbe suite à l'investissement du consulat grec de Belgrade pour réclamer la libération du camarade grec détenu à l'issue des révoltes en Grèce causées par l'assassinat d'Alex Grigoropoulos. L'État serbe a procédé aux arrestations de ces camarades de l'AIT, bien que cette occupation ait été revendiquée par un groupe anarchiste, Soleil noir. L'État serbe s'acharne sur ces camarades investis dans la lutte des classes. Camarades reconnus pour leur militantisme et qui défendent une position clairement antinationaliste. Cette vague répressive s'inscrit dans une campagne de criminalisation des militants et militantes anarchistes à l'échelle internationale et, plus globalement, de répression des luttes sociales.



Autocollant disponible à la librairie du Monde libertaire.

Jeudi 15, vendredi 16 et samedi 17 octobre

Limoges (87)

Mémoire à vif présente *Vivre l'Utopie* au cinéma Le Lido et au Théâtre de L'Union. L'Utopie, un rêve non réalisé mais non pas irréalisable. (Joseph Déjacque) - Films (documentaires et fictions) et débats sur les entreprises autogérées en Argentine et ailleurs, l'Espagne libertaire, les Diggers de San Francisco. Spectacle musical sur la Commune de Paris avec Riton la Manivelle. memoireavif.info

EXPO JHANO

PEINTURES

OCTOBRE ANTI

SARDOU

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

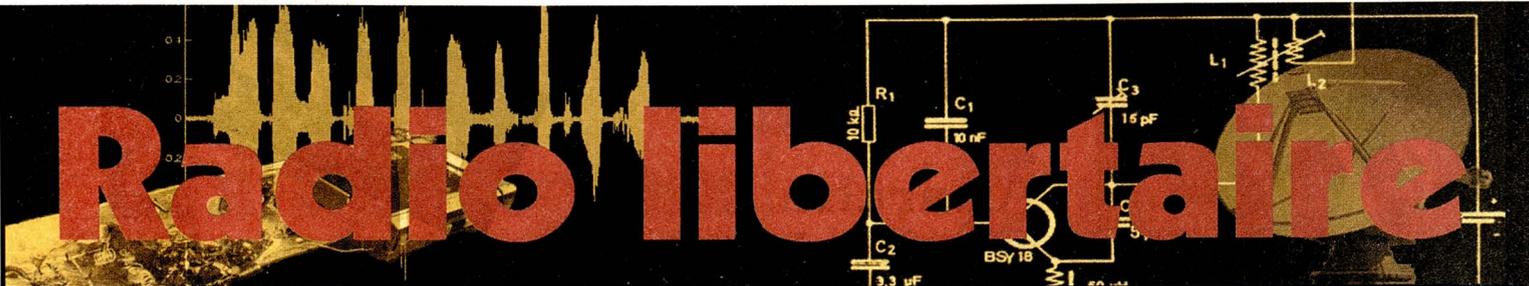
SUIVI DE ZUBIAL 31 (MUSIQUE MÉTISSÉE)

VERNISSAGE MERCREDI 7 À 19H

LA P'TITE GOUILLE
44 RUE PEYROLLIÈRES
TOULOUSE M:ESQUIROL

IMPRIM: SERGENTPAPER.COM

WWW.JHANO.NET



Radio libertaire

Jeudi 1^{er} octobre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité. En direct chaque semaine.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste.

Toujours les mêmes (19 h 30) Communauté queer.

Entre chiens et loups (20 h 30) Art & Anarchie Arts plastiques, poésie, musique...

Vendredi 2 octobre

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

L'invité du vendredi: "Des droits et des hommes" (19 heures) Ligue des Droits de l'Homme.

Offensive (21 heures) Libertaire et sociale...

Samedi 3 octobre

Réveil Hip Hop (08 heures) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) *La liberté des peuples - Bakounine et les révolutions de 1848.*

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres... *La Terrorisation Démocratique* de Claude Guillon (Libertalia).

Bulles noires (17 heures) Littérature noire BD/Polar.

Tribuna Latino Americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique Latine.

Dimanche 4 octobre

Goloss trouda, la voix du travail (08 heures) Émission franco-russe.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles: Erwann Tobie, musicien de Talar, Anchfol à l'occasion de son passage à TAV.

Chants/Contrechamps (15 h 30) *London river* de Rachid Bouchareb, *L'armée du crime* de Robert Guédiguian, *Fish Tank* d'Andrea Arnold, *Hôtel Woodstock* d'Ang Lee, *Le petit Nicolas* de Laurent Tirard, *Mademoiselle Chambon* de Stéphane Brizé, et autres films...

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques celtiques.

Désaxés (20 h 30) l'actualité du Septième Art.

Lundi 5 octobre

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse l'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris.

Les mangeux d'erre (18 heures) Émission écolo-libertaire.

Chaque jeudi, sur Radio libertaire, Élisabeth anime l'émission « Petites annonces d'entraide » (de 16 heures à 18 heures). Pour la contacter, téléphoner pendant les pauses musicales (0143 05 34 08) ou écrire à la librairie du Monde libertaire, au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme par les syndicats CNT de la région parisienne.

Mardi 6 octobre

Le Parisien libertaire (8 heures) Faut libérer Paris! Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Art en marge.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire.

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 heures) Des fusiques molles pour fous les tous.

Pas de quartiers... (18 heures) Émission surprise. Tous à vos postes à galène!

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle avec Aline Pailler, qui est à l'origine du collectif « Je ne veux plus ».

Radio Libertaria (20 h 30) Émission de la CNT/AIT Actualités militantes.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Mercredi 7 octobre

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, Art et Politique.

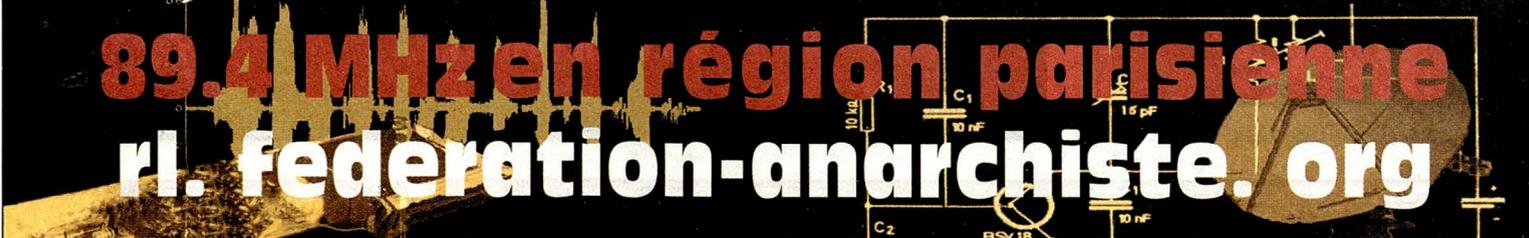
Blues en liberté (10 h 30) Saint-Louis dans les années trente.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Du 11 septembre au

23 octobre

Bruxelles (Belgique)

Deux centres de recherche de l'ULB (CIERL et CHSG) et la Haute École Francisco Ferrer (HEFF) ont pris l'initiative d'organiser les commémorations du centenaire de l'exécution de Francisco Ferrer. Détails des activités, manifestations et spectacles : heferrer.eu ou par téléphone (ULB-Carmen Louis 02/650.35 78) ou par courriel carmen.louis@ulb.ac.be.

Jeudi 1^{er} octobre

Rennes (35)

20 heures. Projection du film *Vivre l'utopie*, sur les réalisations concrètes de l'anarchisme espagnol, suivi d'une rencontre débat avec le groupe La Digne Rage de la Fédération anarchiste. À La Cour des Miracles, 18, rue Penhoët (métro Sainte-Anne).

Vendredi 2 octobre

Paris XI^e

18 heures. Rencontre autour du livre *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, avec l'auteur Mathieu Houle-Courcelles. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o République, M^o Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Du 30 septembre au

10 octobre

Paris XX^e

Où vas-tu Pedro? Une pièce écrite et réalisée à partir des témoignages des républicains espagnols. Débat. Renseignements Blanco Maria 0620594243. Le dossier du spectacle, et des photographies des représentations sur Internet : bureau-formart.org Théâtre Confluences, 190, bd. de Charonne, M^o Alexandre-Dumas. Réservations : 01 4024 1646.

Samedi 3 octobre

Lyon (69)

15 heures. Rencontre et discussion avec les animateurs des éditions Libertalia. 18h30. Pot de rentrée. 20 heures. En co-organisation avec le CEDRATS, rencontre avec Mathieu Houle-Courcelles autour de son livre *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)* (éditions LUX). Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe 69007 Lyon. Ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à 19 heures. Téléphone, fax : 047861 0225. Courriel : librairie@lagryffe.net Site Web : lagryffe.net

Saint-Avertin (37)

16h30 à minuit. Forum Solidaires : Grève générale! Après la Guadeloupe, la métropole! Expos, spectacles, restauration, buvette, entrée gratuite. 18, rue de l'Oiselet. Tel. 0247283994, 0675471910. solidaires37.org

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : « L'évolution du syndicalisme. Quel présent, quel avenir? ». À disposition, table de presse de Matériel. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Ivry (94)

20h30. Allain Leprest. 20h30. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 0146726468. Réservations : forum.leo.ferre@orange.

Paris XI^e

16h30. Forum/débat : *La liberté des peuples. Bakounine et les révolutions de 1848 (Atelier de création libertaire)*. Avec Jean-Christophe Angaut. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 10 octobre

La Garette, Sansais (79)

Fête Noire et Rouge, Entrée à prix libre. noir&rouge@bigfoot.com Tél 0631 540846.

Le Mans (72)

10 heures à 19 heures La 25^e heure du Livre. Le stand de « Matériel » installe sa table de presse. Avec les groupes Lairial et Les Acerclés de la Fédération anarchiste du Mans. Quai Louis Blanc.

Bordeaux (33)

20 heures. Concert : Desolation (punk de Oakland, Californie) + guest (à confirmer). Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Perpignan (66)

De 14h30 à 19 heures, la CNT66 vous invite à un après-midi en hommage à Francisco Ferrer. Tables de presse, film, *Interventions vivantes*, débat. Rendez-vous Salle des libertés. Avec la Floreta, la Noémie i la Pauline que tocarah i ballaran una sevillana. A Pia Sant Jordi à 150 m après « la Salud ».

Poitiers (86)

Journée anticarcérale, contre la nouvelle prison de Vivonne. 11h30 : Au « 23 », situé au 23, avenue de Paris : présentation de la journée. Bouffe. 13 heures : La société de contrôle, de la prison à la maison ; les luttes au sein des prisons. Débat. 16h30 : Rassemblement festif place d'armes (Place du Maréchal Leclerc). 19h30 : Retour au « 23 », débat sur l'avenir des luttes anticarcérales. 21 heures : Bouffe et projection d'un film - 22 heures : concert (prévus : Kyma, la K-Bine, In vinasse verito, black cats...)

Marseille (13)

17h30 : Conférence-débat. Poésie d'un rebelle : Gigi Damiani, poète, anarchiste, émigré 1876-1953 avec Isabelle Felici au CIRA, 3, rue Saint-Dominique (en bas de la gare Saint-Charles).

Paris XI^e

16h30. L'ailleurs mexicain, chroniques d'une indienne invisible avec Metie Navajo. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

